

QUE RESTE-T-IL DU « RÊVE AM

QU'ILS SOIENT SOURCE D'ÉMERVEILLEMENT OU DE REJET, LES ÉTATS-UNIS ONT PROFONDÉMENT MODELÉ NOS MODES DE VIE, QUE CE SOIT SUR LE PLAN POLITIQUE, CULTUREL OU ÉCONOMIQUE DEPUIS LE MILIEU DU XIX^E SIÈCLE AU MOINS. RETOUR SUR L'HISTOIRE D'UNE RELATION PLUS AMBIVALENTE ET PLUS COMPLEXE QU'IL N'Y PARAÎT.

Dossier réalisé par Vincent Monnet, Anton Vos et Jacques Erard

FIL AMÉRICAIN » ?



Des vastes plaines du Far West, aux gratte-ciels de la « Grande Pomme », du Coca-Cola aux blockbusters hollywoodiens, de Ford à Apple, *L'American Way of Life* a largement façonné le visage de la planète depuis la fin du XIX^e siècle. Ce qu'on appelle communément « l'américanisation du monde » ne saurait pourtant être réduit à du pur impérialisme, les va-et-vient ayant été incessants entre le Nouveau-Monde et l'ancien. Professeur d'histoire contemporaine à la Faculté des lettres, Ludovic Tournès en fait la démonstration dans son dernier ouvrage à l'heure où semble se profiler un profond changement de paradigme. Entretien et éclairages.

Campus : Vous n'êtes de loin pas le premier à vous pencher sur la relation qu'entretiennent les États-Unis avec le reste du monde. Pourquoi ce livre aujourd'hui ?

Ludovic Tournès : J'ai écrit ce livre pour deux raisons principales. La première, c'est que même si l'américanisation est effectivement un thème très rebattu dans la littérature scientifique, il n'existait jusqu'ici pas d'ouvrage de synthèse sur le sujet. On peut trouver une multitude de livres sur l'économie, la culture ou la politique américaines mais aucun n'offre une vision d'ensemble. Le deuxième point, c'est que, selon moi, l'américanisation n'a pas été envisagée de la bonne manière et dans toute sa complexité par les chercheurs qui se sont penchés sur le sujet. Mon objectif était donc d'aborder le problème sous un jour nouveau.

Lequel ?

L'américanisation est souvent envisagée comme un mouvement de domination unidirectionnel qui partirait des États-Unis vers le reste du monde. Or, cette hégémonie n'est pas aussi totale qu'on le dit souvent et cette vision occulte également le fait que ce phénomène concerne

d'abord les Américains eux-mêmes et la façon dont ils se perçoivent en tant que citoyens.

Pouvez-vous préciser ?

Dans les faits, l'américanisation est un processus qui s'adresse en premier lieu aux personnes qui émigrent de manière massive vers le Nouveau-Monde à partir du milieu du XIX^e siècle et qu'il vise à assimiler à cette société en construction. Il s'agit de trouver des éléments sur lesquels fonder un discours capable de cimenter ce jeune pays extrêmement hétérogène, comme on a pu le voir en Europe au moment de la naissance des États-nations. Mais ce qu'il y a d'unique avec les États-Unis, c'est que ce mouvement n'a pas de frontières et qu'il ambitionne de manière très précoce de faire des habitants du reste du monde des Américains potentiels ou, pour le moins, des supporters du modèle états-unien. Nous sommes là face à une nation qui ne fixe pas de frontières entre elle et le reste du monde. Une nation qui se conçoit donc d'emblée à l'échelle de la planète, que ce soit de manière physique ou symbolique. L'idée clé, c'est de faire participer au rêve américain aussi bien les gens qui viennent s'installer dans ce nouveau monde que ceux qui n'y viennent pas. La combinaison de ces deux éléments est toutefois loin d'être harmonieuse. Elle est même sans doute responsable de la violence entre les communautés qui caractérise la construction nationale états-unienne tout au long de son histoire. À chaque nouvelle vague de migrants, on assiste en effet à de nombreuses émeutes à caractère religieux ou racial qui sont dirigées tantôt contre les Juifs, tantôt contre les Italiens ou les Néerlandais. Tous les mouvements dits « nativistes » sont par ailleurs des mouvements foncièrement xénophobes, sans parler du Ku Klux Klan, qui est contre les Noirs mais aussi contre l'immigration juive.

IL ÉTAIT UNE FOIS L'AMÉRIQUE

Du « Mayflower Compact » à la mondialisation, du taylorisme au Plan Marshall, retour sur quelques moments clés de l'histoire des États-Unis.

1620 : À bord du *Mayflower* qui les conduit vers le Nouveau-Monde, une trentaine de pèlerins anglais fuyant les persécutions religieuses de Jacques I^{er} rédige le *Mayflower Compact*. Ce texte édicte les règles de la vie en commun et les principes qui régiront leur établissement en terre inconnue. Il est une des sources de la Constitution des États-Unis.



1776 : Déclaration d'indépendance des États-Unis. Après avoir fait sécession avec la Grande-Bretagne, les 13 colonies d'Amérique du Nord proclament leur indépendance. Rédigé par Thomas Jefferson, ce texte inspiré par les philosophes des Lumières proclame que tous les humains sont égaux et affirme sa vocation universelle tout en dénonçant la tyrannie.

1823 : Le président républicain James Monroe annonce devant le Congrès que le continent américain n'est plus ouvert à la colonisation, que toute intervention européenne dans les affaires du continent sera considérée comme une menace pour la sécurité et la paix et qu'en contrepartie, les États-Unis n'interviendront pas dans les affaires européennes. Cette déclaration va

durablement marquer la politique étrangère menée par les États-Unis.

1830 : Proposée par le président Andrew Jackson, l'*Indian Removal Act* (« loi sur le déplacement des Indiens ») ordonne la déportation des Amérindiens vivant dans les territoires situés entre les 13 États fondateurs et le Mississippi vers un territoire situé au-delà de ce fleuve.

1845 : Apparition de l'expression de Destinée manifeste (*Manifest Destiny*) sous la plume du journaliste new-yorkais John O'Sullivan afin de décrire le caractère de « droit divin » de l'expansion de la « civilisation » vers l'Ouest du continent américain. Au XX^e siècle, l'expression sera reprise pour légitimer l'expansion américaine dans le reste du monde.

Concrètement, comment se déclinent les deux pans de ce que vous présentez comme un même mouvement ?

À partir de 1915-1920, on voit se développer sur le territoire états-unien de vastes opérations volontaristes dont l'objectif est de faciliter l'intégration (c'est-à-dire l'américanisation) des immigrants parce que l'on s'aperçoit bien vite qu'ils ne s'intégreront pas tout seuls. On leur propose donc des cours afin qu'ils apprennent l'anglais tout en essayant de leur inculquer ce que l'on considère comme les valeurs propres aux Américains. Ce qui est intéressant, c'est que ces campagnes d'américanisation sont exactement concomitantes de l'internationalisation du cinéma hollywoodien, qui, *in fine*, n'est rien d'autre qu'une campagne d'américanisation à l'échelle du monde.

À cet égard, le développement du western en tant que film de genre constitue, selon vous, un exemple tout à fait paradigmatique...

À la première lecture, les westerns apparaissent comme des films d'aventure qui relèvent du pur divertissement. Mais ces films portent aussi en eux une dimension éducative très importante. D'une part, parce qu'ils constituent une autre façon de familiariser les immigrants à l'histoire états-unienne en présentant de façon romancée un de ses épisodes majeurs, à savoir la conquête de l'Ouest. De l'autre, parce qu'ils permettent de présenter au public étranger une vitrine attractive du rêve américain (lire également en page 43).

Quels sont les fondements théoriques qui justifient l'ambition messianique des États-Unis ?

L'idéologie de la « destinée manifeste », qui est élaborée vers 1840, repose sur l'idée que les États-Unis sont investis d'une mission divine leur enjoignant de s'étendre non

« ÉLABORÉE VERS 1840, LA THÉORIE DE LA “DESTINÉE MANIFESTE” REPOSE SUR L'IDÉE QUE LES ÉTATS-UNIS SONT INVESTIS D'UNE MISSION DIVINE. »

seulement sur l'ensemble du continent américain, mais aussi – potentiellement – sur l'ensemble du monde pour y apporter la civilisation. Déjà présente chez les pèlerins puritains arrivés en Amérique sur le *Mayflower*, cette croyance en une élection divine permet de justifier l'expansion vers l'Ouest à une période où le territoire national s'agrandit effectivement de manière spectaculaire, puisque, en quelques années seulement, ce ne sont pas moins de 1,2 million de kilomètres carrés qui sont arrachés à la « sauvagerie ». À partir de là, les États-Unis vont progressivement acquérir la certitude d'avoir créé le paradis sur Terre : un pays avec des ressources naturelles fantastiques, des étendues quasi illimitées, un modèle politique dont ils sont certains qu'il est parfait... Dès lors, participer à la construction du rêve américain, c'est participer à la construction du paradis sur Terre.

Cette croyance a-t-elle laissé des traces durables dans la culture politique américaine ?

Elle a en tout cas donné un statut assez ambigu à cette démocratie que l'on pourrait considérer comme laïque mais qui, dans les faits, ne l'est pas du tout. Aux États-Unis,



1880 : L'ingénieur américain Frederick Winslow Taylor présente une forme d'organisation scientifique du travail qui repose sur la distinction entre « cols blancs » (ingénieurs) et « cols-bleus » (ouvriers) ainsi que la décomposition du processus de production en une suite de tâches simples confiées à des ouvriers spécialisés.

1918 : Le président Woodrow Wilson propose un plan en 14 points pour reconstruire l'Europe. Ceux-ci incluent le libre-échange, la démocratie, l'abolition de la diplomatie secrète, le désarmement ou encore le droit à l'autodétermination des peuples. Ce programme préfigure la création de la Société des Nations.

1937 : Les frères McDonald ouvrent leur premier restaurant en Californie. L'entreprise possède aujourd'hui plus de 36 000 restaurants répartis sur les cinq continents (dont plus de 60% hors des États-Unis) et dégageait un chiffre d'affaires estimé à 5,1 milliards d'euros en 2018.

1941 : Dans son discours sur l'état de l'Union, Franklin Delano Roosevelt présente quatre libertés fondamentales dont les êtres humains devraient pouvoir jouir partout dans le monde : liberté d'expression, liberté de religion, liberté de vivre à l'abri du besoin, liberté de vivre à l'abri de la peur. Ces idées posent les bases de la Charte



des Nations unies (1945) et de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948).

1947 : Destiné à la reconstruction des villes et des installations européennes bombardées lors de la Seconde Guerre mondiale, le Plan Marshall accorde un prêt de 16,5 milliards de dollars aux États européens. En contrepartie, ceux-ci s'engagent à importer des équipements et des produits américains pour un montant équivalent.

1999 : Dans son livre *The Lexus and the Olive Tree*, l'éditorialiste américain Thomas Friedman avance que la globalisation, conséquence de la victoire des États-Unis dans la guerre froide, marque la victoire mondiale du modèle états-unien.

LES ÉTATS-UNIS EN CHIFFRES



SUPERFICIE

EN MILLIONS DE KM²

1	Russie	17,1
2	Canada	10,0
3	Chine	9,6
4	États-Unis	9,5
5	Brésil	8,5



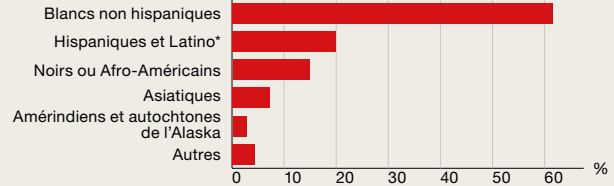
POPULATION

EN MILLIONS D'HABITANTS (2020)

1	Chine	1405,3
2	Inde	1369,7
3	États-Unis	330,0
4	Indonésie	269,6
5	Pakistan	220,9

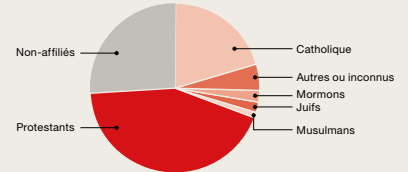
4%
de la
population
mondiale

RÉPARTITION ETHNIQUE (2019)



*Ce chiffre comprend des personnes se trouvant aussi dans d'autres catégories.

RELIGION (2019)



ENVIRONNEMENT

ÉMISSIONS ANTHROPIQUES DE CO₂:
5,3 milliards de tonnes

14%
des émissions
globales
(2018)

83%
Part de la
population
urbaine
(2018)

Espérance de vie:
76 ANS pour les hommes
81 ANS pour les femmes

Nombre de
prix Nobel
377

UNIVERSITY OF CALIFORNIA BERKELEY
SAN FRANCISCO
STANFORD

LOS ANGELES
CALIFORNIA INSTITUTE OF TECHNOLOGY

MASSACHUSETTS INSTITUTE OF TECHNOLOGY
BOSTON
HARVARD
COLUMBIA UNIVERSITY
NEW YORK
PRINCETON UNIVERSITY
WASHINGTON



SCIENCE ET ÉDUCATION

UNIVERSITÉS AMÉRICAINES DANS LE TOP 8 DU RANKING DE SHANGHAI (2020)

1. Harvard
2. Stanford
3. Cambridge (Royaume-Uni)
4. Massachusetts Institute of Technology
5. University of California Berkeley
6. Princeton University
7. Columbia University
8. California Institute of Technology
- ... 59. Université de Genève

422 808
articles de revues
scientifiques et
techniques (2018)

Dépenses en
recherche et
développement
2,8%
DU PIB (2018)

Compétences PISA (Program for International Student Assessment)

505 (14^e) Compétences à la lecture
478 (38^e) Compétences en mathématiques
502 (19^e) Compétences en sciences



POLITIQUE

PRÉSIDENTIE

Donald John Trump
(Joseph Robinette Biden Jr. dès le 21 janvier 2021)

SÉNAT

47
SIÈGES
DÉMOCRATES

53
SIÈGES
RÉPUBLICAINS

(48 sièges démocrates, 50 républicains et 2 à repourvoir dès le 21 janvier 2021)

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

232
SIÈGES
DÉMOCRATES

197
SIÈGES
RÉPUBLICAINS

(222 sièges démocrates, 205 républicains et 8 sièges à repourvoir dès le 21 janvier 2021)



ÉCONOMIE

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB), EN MILLIERS DE MILLIARDS DE DOLLARS (2020, ESTIMATION)

1	États-Unis	20,81
2	Chine	14,86
3	Japon	4,91
4	Allemagne	3,78
5	Royaume Uni	2,64

1,8%
Part du revenu
des **10% les plus pauvres**

30,4%
Part du revenu
des **10% les plus riches**

Taux de
croissance
du PIB
2,9%
EN 2018
2%
EN 2020

Taux de
chômage
3,9%
EN 2018
7,2%
EN 2020

63 051 \$
PIB par habitant

0,92/1
(15^e)
**Human
Development
Index**

Taux
d'emploi
féminin
55%



DÉFENSE NATIONALE

DÉPENSES MILITAIRES (2018), EN MILLIARDS DE DOLLARS

1	États-Unis	648,8	3,2% du PIB
2	Chine	250,0	1,9%
3	Arabie saoudite	67,6	8,8%
4	Inde	66,5	2,4%
5	France	63,8	2,3%

le président prête serment sur la Bible, chaque billet de banque est orné de la fameuse devise *In God We Trust* et, dans n'importe quel hôtel un tant soit peu respectable, on trouve cette même Bible dans chaque chambre. En forçant le trait, on pourrait donc parler d'une théocratie moderne davantage que d'une démocratie au sens où on l'entend dans les pays européens.

Comment s'articule cette idée de peuple élu avec le sort réservé aux populations indiennes ou noires ?

Les Indiens sont très vite mis de côté dans la mesure où ils ne sont pas chrétiens et qu'ils ne sont pas non plus considérés comme des peuplades civilisées. À cela s'ajoute le fait que ce sont des nomades. À l'inverse du fermier ou du cow-boy, qui met en valeur la terre par son travail, l'Indien apparaît comme un parasite qui se sert sur le dos de la nature. Par conséquent, il n'a aucun droit sur la terre promise par Dieu. Cela étant, aux yeux des pères fondateurs, il n'est pas totalement exclu d'intégrer ces populations à la nation. Seulement, ils estiment que cela prendrait beaucoup trop de temps. Partant de là, se dessine très rapidement et de manière très explicite une double alternative : soit on les extermine, soit on les déporte le plus loin possible. Conséquence : alors qu'à la fin du XVIII^e siècle, environ un million d'Indiens étaient présents à l'ouest du Mississippi, les trois quarts auront été exterminés cent ans plus tard.

Qu'en est-il de la population afro-américaine dont les contingents deviennent rapidement très importants en nombre ?

Ils sont d'entrée de jeu perçus comme impossibles à intégrer. De fait, ils ne sont donc pas concernés par les campagnes d'américanisation. Cependant, il est impossible de les éliminer dans la mesure où ils représentent une force de travail indispensable, notamment dans les États du sud. Ils resteront donc longtemps des citoyens de seconde zone auxquels le droit de vote ne sera accordé que dans les années 1960 et qui, aujourd'hui encore, comme vient de le rappeler l'actualité, restent victimes de nombreuses discriminations.

Cette conception sélective de la démocratie a-t-elle fait d'autres victimes ?

Dans les années 1920, des quotas d'immigration ont en effet été mis en place pour éviter l'arrivée sur le sol américain de ceux qui, pour diverses raisons, étaient jugés non intégrables, comme les ressortissants de l'Europe de l'Est et du Sud, les Chinois ou les Japonais.

Comment dès lors expliquer le succès du fameux « melting-pot » ?

Jusqu'en 1914, une partie des élites politiques et intellectuelles états-uniennes est convaincue que l'assimilation des personnes immigrées d'origine européenne se fera de façon naturelle, par fusion progressive dans la population. Ce mythe est cependant démenti par les faits à l'aube du premier conflit mondial. D'une part, parce que les immigrants sont trop nombreux, de l'autre, parce que les différences entre les « races » sont trop importantes pour se dissoudre d'elles-mêmes. Enfin, parce que la neutralité affichée par le pays au début du conflit n'empêche pas les tensions intérieures. Les diverses communautés prennent en effet fait et cause pour leur nation d'origine, ce qui fait craindre à certains responsables le risque d'une seconde guerre civile. À mon sens, on ne prête d'ailleurs pas assez d'attention au fait que l'unité nationale américaine est très fragile. Les autorités doivent donc en rajouter en permanence dans le patriotisme, la vénération de la démocratie, les appels à l'union. Autant d'éléments destinés à réassurer leurs concitoyens sur l'excellence de leur modèle. Parce qu'ils en doutent constamment.

En dépit de ces tensions sociales, les États-Unis vont sortir considérablement grandis du premier conflit mondial, notamment sur le plan économique. Est-ce à ce moment qu'ils acquièrent leur statut de superpuissance ?

Les États-Unis ont les moyens de leurs ambitions dès les premières années du XX^e siècle. Vers 1900, alors que le taylorisme en est encore à ses débuts, ce pays produit autant que la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne réunis. Le développement du taylorisme, puis du fordisme va permettre dans les années qui suivent de démultiplier cette capacité de production déjà considérable en fabriquant des biens en très grande quantité qui sont amortis sur le marché intérieur avant d'être exportés à moindre coût. Alors que l'Europe sombre dans la barbarie et le chaos, l'Amérique devient donc l'incarnation de la modernité, un statut qu'elle conservera jusque dans les années 1960.

De manière assez paradoxale, vous montrez que l'exportation de ce modèle économique durant l'entre-deux-guerres profitera surtout aux régimes autoritaires qui montent en puissance sur le Vieux-Continent...

D'une certaine façon, l'Allemagne nazie est effectivement le pays européen le plus américanisé qui soit à cette époque. Le III^e Reich est allé très loin dans l'intégration de la notion



Ludovic Tourné

Professeur ordinaire au Département d'histoire générale de la Faculté des lettres

Formation : Agrégation d'histoire (1991), puis doctorat (1997) à l'École normale supérieure (Paris). Habilitation à diriger des recherches à l'Université de Paris 1 – Sorbonne-Panthéon (2008).

Parcours : Maître de conférences à l'Université de Rouen (2001-2009), professeur à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense (2009-2012), il rejoint l'Université de Genève en 2012 en tant que professeur associé. Deux fois lauréat du programme Fulbright, il a effectué de nombreux séjours de recherche aux États-Unis et publié sept ouvrages ainsi que de nombreux articles sur ce pays.

de production de masse même si c'est dans une logique qui n'a strictement rien à voir avec celle des États-Unis, puisque pour Hitler, l'objectif premier est de préparer la guerre et non de favoriser une société basée sur la consommation de masse. L'URSS s'est également approprié les principes du fordisme en le dénaturant, puisque dans le cas présent, le travail à la chaîne a pour but de produire suffisamment de tracteurs pour exploiter les kolkhozes et par là même prouver au monde l'excellence du système soviétique.

Cette adaptation des techniques états-uniennes au monde industriel n'est pas une pure imitation, puisque en Europe on ne fabrique pas des pseudo-Cadillac mais des voitures comme la Topolino, la Volkswagen ou encore la 4 CV...

Il y a en effet un processus de réappropriation et d'adaptation aux besoins locaux qui contredit l'idée d'un impérialisme économique pur et dur. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe souffre d'une pénurie généralisée. Les matières premières manquent et l'essence est rationnée. Plutôt que de copier ce qui se fait aux États-Unis, les constructeurs comme Fiat, VW ou Renault misent donc sur le système D, tout en s'inspirant des méthodes de production développées aux États-Unis. La société de consommation à l'européenne écrit donc sa propre histoire, qui n'a rien à voir avec celle de son voisin d'outre-Atlantique (lire également en page 25).

Peut-on dire la même chose à propos d'entreprises telles que Coca-Cola ou McDonald ?

Coca-Cola a conquis une large partie du monde en s'appuyant sur une stratégie qui devient systématique dès les années 1920 et qui consiste à délocaliser une partie de la production dans les pays à conquérir pour éviter les frais liés à la mise en bouteilles. Basée à Atlanta et conservant un contrôle total sur le produit et sa commercialisation, la maison mère livre uniquement le sirop, puis le concentré de la boisson aux entreprises étrangères franchisées auxquelles il revient de réaliser les investissements nécessaires à la croissance du marché local. La publicité est également adaptée au contexte de chaque pays afin de cibler des catégories précises de la population ou de masquer l'origine américaine de la boisson. Si efficace soit-elle, cette stratégie ne va cependant pas sans susciter des réticences, notamment en France où l'expression « coca-colonisation » fait fortune au moment de la mise en place du Plan Marshall. Autre symbole de l'*American Way of Life*, McDonald a effectivement misé sur la symbolique états-unienne pour entrer sur les marchés nationaux mais la clé de son succès

repose également sur un système de franchise. En 2014, 80% des restaurants de la marque sont ainsi des entreprises locales employant du personnel local et s'approvisionnant auprès d'entreprises locales. Quant aux menus proposés, ils sont également adaptés aux goûts culinaires locaux. En Chine, la viande dominante est le poulet et non le bœuf, tandis que le bol de riz est proposé au même titre que les frites. En Israël, les hamburgers sont servis sans fromage de façon à éviter le mélange entre les produits carnés et laitiers, interdits par le principe de l'alimentation casher. En Inde, des hamburgers végétariens ont été introduits très tôt de manière à respecter les multiples interdits religieux pesant sur la consommation de viande.

Constate-t-on le même genre de stratégie d'adaptation dans le domaine de la culture où l'influence américaine est également très présente ?

Hollywood est souvent présenté comme le symbole de l'impérialisme culturel américain. Cette vision n'est pas totalement dénuée de fondement mais elle ne traduit que très partiellement la réalité.

C'est-à-dire ?

Si le cinéma américain connaît un tel succès dans le monde, ce n'est pas uniquement parce qu'il est formidable. Son expansion a en effet été largement soutenue par le pouvoir politique, qui a employé très tôt toute une série de méthodes, parfois extrêmement brutales, pour ouvrir de nouveaux marchés à ce secteur. Dans les années 1920, la pénétration de l'industrie du cinéma américain en Europe est ainsi grandement facilitée par différents moyens qui permettent d'écraser les marchés locaux. Les films qui sont exportés sont en effet généralement déjà amortis et peuvent donc être proposés aux diffuseurs locaux à bas prix. Ils sont également souvent vendus par lots et non à l'unité, ce qui permet d'occuper un maximum de salles et donc d'exclure la concurrence. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'aide des États-Unis à la France (soit 650 millions de dollars) est par ailleurs conditionnée à l'ouverture des écrans nationaux aux films américains pendant un certain nombre de semaines. Mais tout cela ne doit pas faire perdre de vue que cette machine à vendre du rêve s'est aussi largement nourrie d'influences extérieures.

Pouvez-vous en donner quelques exemples ?

Au moment de leur création, tous les grands studios hollywoodiens sont aux mains d'individus qui, aux yeux des liges de moralité de l'époque, incarnent ce qu'est la « non-américanité ». Les patrons de la Metro-Goldwyn-Mayer



Américanisation

Une histoire mondiale (XVIII^e-XXI^e siècle)

par Ludovic Tournès, Fayard, 447 p.



(Samuel Goldwyn, Louis B. Mayer et Marcus Loew) comme ceux de Paramount Pictures (Adolph Zukor et Jesse L. Lasky), de la 20th Century Fox (William Fox) ou d'Universal Pictures (Carl Laemmle) sont en effet tous originaires d'Europe de l'Est et la plupart d'entre eux ont des origines juives. De nombreux réalisateurs ayant contribué au rayonnement du cinéma dit américain sont aussi d'origine étrangère comme Friedrich Wilhelm Murnau, Charlie Chaplin, Alfred Hitchcock ou, plus récemment Alejandro González Iñárritu. Enfin, il y a de très nombreux emprunts stylistiques notamment à l'expressionnisme allemand, à Cinecittà ou encore au cinéma japonais (lire également en page 43). Malgré certains aspects très américains, comme le *Happy end*, la mise en scène de *L'American Way of Life* ou l'utilisation de starlettes, il y a donc énormément de va-et-vient qui donnent aux productions d'Hollywood un côté beaucoup plus international qu'il n'y paraît.

La science est un autre domaine dans lequel les États-Unis jouissent aujourd'hui d'une position dominante. Comment s'est opérée cette conquête ?

Les États-Unis sont entrés sur le marché académique international au lendemain de la Première Guerre mondiale pour se positionner, là encore de manière assez brutale, en son centre. Cette transformation de la circulation du savoir scientifique repose sur la construction d'un système universitaire calqué sur le modèle allemand et rapidement devenu très puissant, au point d'attirer, dès

l'entre-deux-guerres, de nombreux scientifiques étrangers de renom. Ces institutions ont notamment pu appuyer leur croissance sur un solide réseau de bailleurs de fonds privés incarnés par de grandes fondations (Rockefeller, Carnegie), qui ont créé d'importants programmes et qui ont financé des laboratoires de recherche de pointe. Ce à quoi s'ajoutent des programmes de bourses individuelles qui ont réorienté des flux scientifiques qui auparavant allaient vers les pays européens, notamment l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, pour faire des États-Unis le nouveau centre de gravité de la recherche scientifique internationale. Cependant, là encore, il ne s'agit pas uniquement d'une visée hégémonique mais d'une question de survie pour les États-Unis.

Que voulez-vous dire ?

Le niveau de l'enseignement secondaire est assez médiocre dans ce pays, ce qui fait que, depuis le XIX^e siècle, il a une grande difficulté à former des élites. Comme il n'y a pas assez d'étudiants de bonne qualité dans les universités, il est indispensable de trouver de nouveaux cerveaux ailleurs, notamment au travers de ces programmes d'échange destinés à attirer les meilleurs scientifiques étrangers sur le sol américain.

L'Amérique s'est longtemps voulue un paragon de la démocratie. Quel est votre point de vue sur cette question ?

Mulberry Street, New York, vers 1900.



Sur le plan intérieur, force est de constater qu'il y a un gouffre entre l'idéal des pères fondateurs – qui pensaient avoir mis sur pied un système politique parfait faisant la synthèse de tous les apports de la philosophie politique européenne – et le fonctionnement actuel de la démocratie américaine qui est basé sur un système d'élection atrocement complexe et dysfonctionnel au point de permettre l'élection d'un candidat minoritaire en termes de voix. C'est devenu encore plus caricatural avec l'élection de Donald Trump, qui est clairement quelqu'un qui se fiche éperdument de l'État de droit.

Et qu'en est-il à l'extérieur des frontières américaines ?

Entre la Première Guerre mondiale et la guerre du Golfe, les États-Unis ont vraiment identifié leur destin national à celui du monde entier en faisant de la démocratie un des éléments centraux de cette identification. Cela permettait de montrer à quel point la société américaine fonctionnait bien et de renforcer la croyance des Américains dans la validité du modèle choisi. Dans les faits, l'exportation de modèle a rarement apporté les résultats escomptés. On peut citer quelques succès notables, en particulier la stabilisation politique du Japon et de l'Allemagne après 1945, dans laquelle les États-Unis ont joué un rôle important. Mais si on élimine ces deux exemples, le nombre d'échecs est assez important, des Philippines à la Corée du Sud, en

passant par l'Iran, l'Irak et l'Afghanistan. Au final, il me semble donc que l'idée soutenue par un certain nombre de politologues américains consistant à affirmer que les États-Unis ont contribué à l'accroissement de la liberté dans le monde est complètement fantaisiste.

Peut-on pour autant parler d'un déclin de la puissance américaine ?

J'évoquerais plutôt une fin de cycle. Les États-Unis demeurent objectivement un pays très puissant qui a la possibilité de se projeter partout, notamment sur le plan militaire. Par ailleurs, son économie reste extrêmement dynamique comme l'illustre le développement récent des technologies numériques. Je pense cependant que c'est un des pays qui vont avoir le plus de mal à s'adapter au nouveau paradigme climatique, parce qu'il s'est construit sur l'idée que les ressources étaient illimitées. La société de consommation a permis de lisser les différences. C'est un des ciments de la société américaine qui traversent toutes les origines et tous les statuts sociaux. Cela parle autant aux Blancs qu'aux Latins, aux serveuses qu'aux multimilliardaires. Or, on sait aujourd'hui que les ressources de notre monde ne sont pas infinies. Et pour les Américains, il sera sans doute très difficile d'accepter cette idée. Ce qui me fait dire que le XXI^e siècle ne sera probablement pas américain.

Des femmes iraniennes passent devant une fresque lors d'une manifestation marquant le 40^e anniversaire de la prise d'otages de l'ambassade des États-Unis. Téhéran, le 4 novembre 2019.

INNOVATION

LA GRANDE BATAILLE DE LA MODERNITÉ

SI LES ÉTATS-UNIS ONT JOUÉ UN RÔLE PRÉDOMINANT DANS LE DÉVELOPPEMENT ET LA DIFFUSION DE LA **SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION**, LEUR LEADERSHIP EN LA MATIÈRE A COMMENCÉ À S'ÉRODER DÈS LES ANNÉES 1960. ET IL POURRAIT BIEN S'ÉTIOLER DÉFINITIVEMENT DANS UN MONDE AUX RESSOURCES DE PLUS EN PLUS LIMITÉES.

L'automobile, l'ascenseur, le téléphone, le bas nylon, la machine à coudre, le robot mixeur, le réfrigérateur ou l'ordinateur sont autant d'innovations qui ont contribué au rayonnement des États-Unis tout en confortant l'idée que ce pays symbolisait plus que tout autre ce que l'on considère communément comme la modernité. Mais dans cette course effrénée à la consommation, qu'elle n'a pas toujours menée – le maître ayant parfois été dépassé par ses élèves –, il se pourrait bien que l'Amérique se soit un peu perdue, et nous avec. Explications.

Les États-Unis ont, dès leur origine, cultivé un rapport particulier avec les notions de progrès et de modernité. Alors qu'en Europe, les États-nations ont posé leurs fondations en cherchant à s'ancrer le plus fortement possible dans le passé, qu'il soit réel ou fantasmé, c'est l'inverse qui a prévalu dans le « Nouveau-Monde ». Pour les pères fondateurs de la nation, il s'agit en effet de faire table rase avec l'héritage britannique – un pays jugé tyrannique et corrompu – pour tracer un chemin encore inexploré : celui d'une société exemplaire fondée sur des règles justes et libérée de toute attache avec le passé.

Ce projet a une dimension politique qui passe par l'instauration d'un système politique auto-désigné comme la « mère de toutes les démocraties ». Il repose aussi sur des éléments culturels (la promotion du cinéma ou du jazz comme symboles de *l'American Way of Life*). Mais sa manifestation sans doute la plus spectaculaire est l'impact qu'il a eu sur la culture du quotidien de millions d'êtres humains entrés à la suite des États-Unis dans l'ère de la consommation de masse.

Les prémices de ce nouveau mode de vie se dessinent dès le milieu du XIX^e siècle. L'heure est aux grandes expositions

universelles et les États-Unis y font étalage de leur puissance industrielle et d'une capacité d'innovation technologique qui n'a pas d'équivalent sur le Vieux-Continent. En 1867, les signataires du rapport de la commission sur l'Exposition universelle de Paris concèdent ainsi que si « *l'Amérique ne saurait lutter avec l'Europe pour les objets d'art, elle détient le premier rang pour les choses pratiques* ». Trente-trois ans plus tard, dans le même cadre, l'avance américaine est devenue indiscutable. Le pays présente deux fois plus d'objets que l'Empire britannique, pourtant alors à son apogée :

« CETTE ARMÉE D'OUTILS VICTORIEUSE DE LA MATIÈRE, QU'ELLE PLIE VICTORIEUSEMENT À NOTRE FANTAISIE ET À NOS BESOINS, EST UN DES SPECTACLES LES PLUS IMPRESSIONNANTS QU'OFFRE L'INDUSTRIE MODERNE. »

machines à coudre Singer, pistolets Colt, machines à écrire Remington, moissonneuses McCormick, phonographes Edison suscitent l'émerveillement des visiteurs. « *Cette armée d'outils victorieuse de la matière, qu'elle plie victorieusement à notre fantaisie et à nos besoins, est un des spectacles les plus impressionnants qu'offre l'industrie moderne, s'enthousiasme un membre du jury international de l'Exposition. Les États-Unis devraient occuper, et occupent en effet, dans cette classe une place prépondérante.* »

La révolution du taylorisme Et ce n'est là qu'un avant-goût. Dans les deux décennies suivantes, la position dominante des États-Unis se renforce en effet considérablement. D'abord grâce au développement du taylorisme (une organisation « scientifique » du travail apparu dans les années 1880) puis du fordisme (un perfectionnement et un élargissement du concept du taylorisme qui est mis en œuvre dès 1908) qui entraîne une révolution dans l'organisation du travail se traduisant par une augmentation massive de la capacité de production de l'économie états-unienne. Ensuite, parce que l'Europe entame son déclin sur la scène internationale en s'enfermant dans les tranchées de Verdun.

Ligne de production de la Ford T dans les années 1910. La création, en 1913, de la chaîne de montage mobile par Henry Ford dans son usine de Highland Park à Détroit a révolutionné l'industrie automobile et le concept de fabrication dans le monde entier. Le temps de production d'une voiture est passé de plus de 12 heures à 93 minutes.

Même si les critiques sont nombreuses – Fritz Lang met en scène dans *Metropolis* (1927) un système de production alimenté par une masse informe de travailleurs aux pas mécaniques et aux regards vides qui finissent par être engloutis par une machine, tandis que le poète russe Vladimir Maïakovski dénonce un système qui conduit à l'épuisement physique et sexuel des ouvriers et que l'écrivain Georges Duhamel évoque dans *Scènes de la vie future* (1930) une « civilisation dévorante » – le modèle américain fait dès lors figure de nouvel horizon. Des sections de la Taylor Society sont mises sur pied en Italie, en Grande-Bretagne, en Tchécoslovaquie, en Suisse ou aux Pays-Bas. « Cet engouement pour l'exemple américain ne doit pas masquer le fait que les États-Unis, dans leur ensemble, ne sont alors pas si modernes qu'on pourrait le croire, » note Ludovic Tournès, professeur au Département d'histoire générale de la Faculté des lettres et auteur de *Américanisation. Dans les années 1930 encore, le pays est un kaléidoscope de régions dont les niveaux de développement sont très hétérogènes et où une ferme sur dix dispose de l'électricité.* »

Le fossé entre les deux rives de l'Atlantique ne va cesser de se creuser. Tandis que le *New Deal* permet de soutenir la croissance américaine, l'Europe connaît en effet un nouveau recul avec le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. « Alors que, pour les Européens, l'idée de progrès ancrée dans la philosophie des Lumières a été anéantie par les camps d'extermination, les États-Unis, eux, n'ont jamais moins douté qu'en 1945 de leur capacité à incarner l'héritage des Lumières, à constituer le futur de l'humanité et à emmener le reste du monde avec eux dans leur épopée nationale », constate l'historien.

Il faudra attendre le début des années 1970 pour voir la tendance s'inverser de façon significative. Et ce qui illustre peut-être le mieux ce renversement est l'automobile, secteur qui a longtemps fait figure de symbole de l'avance américaine dans la mesure où il condense les innovations techniques et leurs applications à la vie quotidienne.

Créé en 1903 à Détroit, la *Ford Motor Company* va en effet rapidement devenir l'étendard de la production de masse, dans et hors des États-Unis. Mettant en application les principes tayloriens tout en les développant – plutôt que

de faire déplacer les ouvriers, ce sont les voitures qui se meuvent sur une chaîne de montage, ce qui permet de diviser par dix le temps de fabrication et par deux le prix d'achat – l'entreprise produit 1200 véhicules par jour en 1914 alors que le constructeur français Renault plafonne au même moment à 5000 exemplaires par an.

Le fordisme à toutes les sauces Les constructeurs européens vont s'inspirer des techniques américaines mais sans pour autant faire du copier-coller, puisque dans la majorité des cas, la recette Ford va être adaptée aux besoins des marchés locaux et subir quelques améliorations « maison ». En France, Citroën parvient ainsi à surclasser les modèles de Ford avec sa Traction Avant, qui est un petit bijou de technologie pour l'époque, puis avec sa mythique 2 CV. Malgré une conception minimaliste, ce nouveau modèle qui regorge de trésors d'innovation a de nombreux atouts : c'est une voiture légère, peu gourmande en essence, dont le moteur est d'une fiabilité à toute épreuve et qui est utilisable sur les chemins de campagne. Le tout pour un prix très abordable. Entre 1949 et l'arrêt de la production en 1990, il s'en vendra la bagatelle de 5 millions d'exemplaires à travers le monde.

Renault n'est pas en reste. Le redressement de l'usine doit en effet beaucoup à la mise au point de la machine-transfert par Pierre Bézier. L'outil, qui permet de transférer automatiquement d'un poste à l'autre toutes les opérations nécessaires à la fabrication d'une pièce, permet des gains de productivité considérables dont profitera en premier lieu la 4 CV, surnommée communément la « motte de beurre » en référence à la couleur jaune des premiers modèles et dont le succès est également important.

En Italie, la Fiat 500 *Topolino* est commercialisée dès 1936. Stoppé pendant la guerre, le projet est relancé en 1945 en grande partie grâce aux subsides américains (un prêt de 30 millions de dollars est accordé à la marque dans le cadre du Plan Marshall). Mais c'est surtout le modèle suivant, la Fiat *Nuova 500*, lancé en 1957, qui relance les actions de la marque, puisque le « pot de yaourt » – un véhicule une fois encore aux antipodes des standards américains – se vendra à 3,7 millions d'exemplaires entre 1957 et 1975.

HITLER NOURRIT ÉGALEMENT TRÈS TÔT L'IDÉE DE PRODUIRE UNE VOITURE PEU COÛTEUSE SUR LE MODÈLE DE LA FORD T. DE CETTE AMBITION NAÎTRA LA VOLKSWAGEN.





Usine Toyota dans la région de Nagoya (Japon). Spécialisée dans l'assemblage des modèles hybrides, elle peut produire jusqu'à 1400 véhicules par jour.

En Allemagne, l'essor du national-socialisme s'appuie lui aussi en large partie sur les méthodes mises au point par Taylor et Ford. Hitler, qui considère les États-Unis comme la référence ultime en matière de puissance industrielle tout en étant obsédé par le retard allemand, lance dès son arrivée au pouvoir un vaste programme de production de masse calqué sur le modèle américain et centré sur l'armement et la préparation de la guerre.

Le leader allemand, passionné depuis toujours par l'automobile, nourrit également très tôt l'idée de produire une voiture peu coûteuse sur le modèle de la Ford T. De cette ambition naîtra la Volkswagen dont les premiers véhicules sont produits en série à partir de 1940 au profit de l'armée. La production civile, elle, ne commencera qu'en 1946 pour connaître un succès immédiat : dès cette année, 10 000 exemplaires de la Coccinelle sont produits.

Ford est alors sollicité pour racheter l'usine mais renonce finalement à ce projet auquel la firme états-unienne ne croit pas. Mauvaise pioche : cinq ans plus tard, 250 000 exemplaires de la *Beatle* sortent des usines allemandes, qui exportent dans 30 pays. En 1954, la production atteint 1 million d'exemplaires et, en 1973, elle déloge le record de la Ford T avec 16 millions de véhicules vendus. En 2003, au moment où la production cesse, c'est le véhicule le plus vendu au monde (21 millions d'exemplaires), un record que seule une autre VW parviendra à battre, la Golf, fabriquée à partir des années 1980.

Le toyotisme renverse les rôles C'est cependant au Japon que la rupture avec le modèle états-unien de la grosse voiture gourmande en essence et à la motorisation

surpuissante, caractéristique de la société d'abondance que sont les États-Unis, va s'avérer la plus fondamentale. En quelques décennies, le « toyotisme » renverse en effet complètement les rôles dans la course à la modernité, le vaincu de 1945 détronant le géant américain en le battant sur ce qui était jusque-là son terrain de jeu favori.

Inspirée elle aussi par le modèle états-unien, l'industrie automobile japonaise commence à se développer dans le courant des années 1930. Mais les caractéristiques du marché local, qui est relativement restreint, imposent rapidement d'adapter le système fordiste, des adaptations qui vont bientôt déboucher sur un modèle radicalement neuf développé au sein des usines Toyota. Sur le plan de la production, les ingénieurs japonais conçoivent ainsi des machines qui peuvent effectuer différentes opérations au lieu d'une seule afin de gagner en flexibilité. Celles-ci sont placées sur des supports mobiles qui permettent de les déplacer au gré des opérations. Autres différences de taille avec le modèle états-unien : la mécanisation des tâches est moins poussée, les ouvriers devant réaliser plusieurs opérations en même temps et non pas successivement comme sur une chaîne de montage. Le manque de ressources naturelles impose par ailleurs d'ajuster la production pour éviter toute déperdition de matière première, tandis que la limitation du territoire interdit de gérer des stocks aussi importants que ceux des constructeurs automobiles américains qui s'étalent sur des parkings à perte de vue en attendant de trouver acheteur.

Chez Toyota, une voiture n'est ainsi mise en production que si elle est déjà commandée selon le principe du *Just in time*, ce qui permet d'éliminer la gestion des stocks de pièces détachées, mais aussi de produits finis, tout en

généralisant un gain d'argent, de place et de main-d'œuvre. L'entreprise, qui vise l'absence de défaut sur la production met en outre un fort accent sur le contrôle de la qualité.

Elle va pousser cette logique jusqu'à un point inconnu jusque-là. L'ensemble du personnel est ainsi impliqué dans la réalisation de cet objectif, des ingénieurs jusqu'aux ouvriers. Et le contrôle de la qualité ne concerne pas uniquement la production mais également les relations de travail et l'organisation administrative.

En quelques années, ces principes sont adoptés par l'ensemble de l'industrie nationale, y compris par le secteur de l'électronique, qui devient un des plus performants du monde au début des années 1970. Quant aux véhicules

mondiaux au cours des années 1920. » C'est à ce point vrai qu'en 2007, Toyota est le premier producteur mondial de voitures devant General Motors, avant de devenir dix ans plus tard le leader sur le marché états-unien.

La modernité change de camp « *La crise du fordisme et la montée en puissance du toyotisme dans les années 1970 représentent un tournant important de l'américanisation, car c'est à ce moment que l'équivalence qui s'était imposée depuis les années 1920 entre les États-Unis et la modernité se défait, constate Ludovic Tournès. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils soient en « déclin ». Simplement, ils ne constituent plus la référence qu'ils ont été pendant plus d'un demi-siècle.* »

Plusieurs raisons tendent à corroborer ce constat. De l'avis de l'historien, la première tient au fait que le modèle états-unien a montré ses limites quant à sa capacité à rendre possible la « poursuite du bonheur » évoquée dans la Déclaration d'indépendance de 1776. La prospérité matérielle a en effet été au centre du projet états-unien et elle est restée un objectif crédible tout au long du XIX^e siècle et pendant une grande partie du XX^e en raison de la croissance économique du pays. Elle est toutefois minée depuis les années 1980 par l'augmentation des inégalités : en 2014, 1% des habitants les plus riches détiennent plus de 20% du revenu national, 40 millions de personnes y vivent en situation de pauvreté, 18,5 millions en situation d'extrême pauvreté et 5,3 millions dans une situation d'absolue pauvreté comparable à celle des pays du tiers-monde. L'espérance de vie et l'état de santé de la population sont, quant à eux, moins bons que dans la plupart des pays riches.

La seconde raison est liée aux dysfonctionnements d'un système démocratique qui souffre d'un taux de participation aux votations parmi les plus faibles des pays de l'OCDE et qui a permis à deux reprises l'élection d'un président minoritaire dans les suffrages.

La troisième, et probablement la plus profonde, repose sur le fait que l'idée d'une consommation illimitée est aujourd'hui sévèrement remise en cause par le dérèglement climatique. « *Le retour à l'Amérique triomphante des années 1950 qui a servi de programme à l'administration Trump montre que, loin d'incarner le futur, les États-Unis regardent aujourd'hui en arrière, conclut Ludovic Tournès. Désormais incapables d'incarner un modèle et un futur, ils pourraient même devenir un danger pour le reste de l'humanité si l'administration fédérale persistait dans son refus de réduire la pollution et les gaz à effet de serre. Ce serait un paradoxe terrible si ce pays qui a ambitionné de construire un paradis sur Terre devenait un des principaux responsables de sa destruction.* »

« CE SERAIT UN PARADOXE TERRIBLE SI CE PAYS QUI A AMBITIONNÉ DE CONSTRUIRE UN PARADIS SUR TERRE DEVENAIT UN DES PRINCIPAUX RESPONSABLES DE SA DESTRUCTION. »

japonais, ils ne tardent pas à concurrencer leurs homologues américains sur les marchés internationaux avant de les dépasser sur leur propre territoire au moment de la crise pétrolière du milieu des années 1970. Signe que le vent a tourné, à partir de la fin des années 1980, l'industrie automobile japonaise aura créé aux États-Unis 12 usines d'assemblage et 250 usines de pièces détachées.

« *Ce faisant, l'industrie japonaise importe littéralement l'écosystème toyotiste aux États-Unis, inaugurant ce qu'on a appelé la japonisation de l'économie états-unienne, note Ludovic Tournès. À la fin des années 1980, l'industrie automobile locale a donc été en partie reconfigurée selon les règles japonaises, qui s'y imposent de manière aussi rapide que les entreprises états-uniennes avaient pu le faire dans certains marchés*



Siège de la compagnie Google, à Mountain View en Californie.

LE SURSAUT DES « GAFA »

L'avènement des technologies numériques au cours de ces dernières décennies a entraîné une mutation majeure de l'économie, de la culture matérielle et des pratiques culturelles. Or, dans ce domaine, les entreprises états-uniennes ont joué un rôle pionnier avant d'acquiescer une position dominante qu'elles ont depuis conservée. Et cela, selon un processus similaire à ce qui s'était passé au début du XX^e siècle dans les secteurs de la nouvelle économie que représentaient alors le cinéma, l'enregistrement sonore, l'automobile ou les produits de consommation courante.

« Entre Rockefeller, Carnegie, Microsoft ou Google, il y a une différence d'époque et de domaine d'activité mais pas de nature, annonce Ludovic Tournès. Aux yeux des géants de l'informatique et d'Internet, l'économie numérique réalise encore plus nettement l'idée d'une abolition des frontières entre les États-Unis et le reste du monde. Nombre d'entre eux se voient ainsi comme les héritiers des pionniers de la conquête de l'Ouest, le territoire offert à leur ambition étant à la fois virtuel et planétaire. On pourrait en conclure que la révolution numérique marque l'aboutissement de la Manifest Destiny et que

l'abolition des frontières entre les États-Unis et le reste du monde est désormais une réalité, autrement dit que le monde est maintenant totalement américanisé. Mais ce serait aller un peu vite en besogne. »

Il est vrai que la domination des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) sur le marché du numérique ne fait pas de doute. En 2019, Google monopolisait ainsi 90% du marché des requêtes sur Internet, Facebook comptait pour sa part plus de 1,8 milliard d'utilisateurs en 2016, tandis que la capitalisation boursière d'Apple était équivalente au produit intérieur brut de l'Indonésie en 2018. Quant à Jeff Bezos, le patron d'Amazon, c'est désormais l'homme le plus riche du monde.

Selon Ludovic Tournès, deux éléments amènent pourtant à nuancer ce constat. Le premier est que ce sursaut américain va de pair depuis les années 1990 avec une dégradation sans précédent de l'image et du prestige des États-Unis.

Le second est que l'emprise américaine sur la culture mondiale est loin d'être aussi totale que ces chiffres pourraient le laisser penser.

Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un rapide coup d'œil sur la situation du marché du cinéma à l'échelle de la planète. Bien que très présents en Europe, les films états-uniens sont moins dans des pays comme la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam ainsi que de nombreux pays arabes ou musulmans. Jusque dans les années 1980, ils représentaient également une part de marché négligeable en Inde, pays qui occupe pourtant le premier rang mondial en termes de spectateurs. Sans oublier le fait que, malgré sa puissance de feu évidente, Hollywood ne représente somme toute qu'un petit 10% du nombre total de films produits dans le monde.

Ce qui laisse penser qu'en matière de numérique comme ailleurs, la messe n'est peut-être pas encore tout à fait dite.

ÉCONOMIE

FABLES ET FICTIONS NÉOLIBÉRALES

LE NÉOLIBÉRALISME N'EST PAS NÉ AUX ÉTATS-UNIS. ET CE N'EST PAS LÀ QU'IL A ÉTÉ MIS EN APPLICATION DE LA MANIÈRE LA PLUS STRICTE. MAIS CE PAYS, PAR SES CHERCHEUSES, SES CHERCHEURS ET SES INSTITUTIONS, A BEAUCOUP CONTRIBUÉ AU SUCCÈS MONDIAL DE LA THÉORIE.



Mary O'Sullivan

Professeure au Département d'histoire, économie et société à la Faculté des sciences de la société

1996 : Thèse en *Business Economics* à l'Université Harvard aux États-Unis.

1997 : Professeure à l'Institut européen d'administration des affaires (Insead) à Fontainebleau, où elle est consacrée meilleure enseignante.

2010 : Professeure ordinaire à la Faculté des sciences de la société.

2010-2014 : Directrice de l'Institut Paul Bairoch d'histoire économique.

Le terme ne fait pas l'unanimité parmi les scientifiques, sa définition recouvrant un ensemble un peu trop vaste d'analyses et de doctrines, mais le néolibéralisme tel qu'il est entendu depuis les années 1970 est facilement associé aux États-Unis. Il est vrai que cette doctrine économique ultralibérale a été activement promue par l'École dite de Chicago et surtout par son chef de file Milton Friedman (1912-2006), célèbre économiste et monétariste américain. Sous l'ère de Ronald Reagan de 1981 à 1989, passant de la théorie à la pratique, l'économie des États-Unis, la plus puissante du monde, a ensuite vécu une profonde mutation sous les coups de boutoir d'une politique consistant à réduire systématiquement le rôle de l'État, à baisser les impôts ainsi qu'à déréguler les marchés. Le pays a aussi tenté de diffuser (si ce n'est d'imposer) au reste du monde sa vision ultralibérale des échanges commerciaux. Preuve en est notamment le Consensus de Washington, un programme ouvertement hyperlibéral que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le Département du trésor américain (tous domiciliés dans la capitale états-unienne) ont promu dès les années 1990 pour « venir en aide » aux pays en développement frappés par la crise. Peut-on pour autant parler d'américanisation de l'économie mondiale ?

Ce n'est pas si simple, estime Mary O'Sullivan, professeure au Département d'histoire, économie et société (Faculté des sciences de la société). Il se trouve d'abord que l'application la plus pure du néolibéralisme en politique est le fait de Margaret Thatcher plutôt que de Ronald Reagan. L'attaque de la Dame de fer contre l'État providence dans les années 1980 est d'autant plus dure que le Royaume-Uni est alors doté d'une protection sociale plus développée qu'aux États-Unis et qu'elle s'applique avec enthousiasme à la privatisation de secteurs importants de l'économie britannique qui sont sous la direction de l'État.

Aux racines du néolibéralisme Par ailleurs, le néolibéralisme ne trouve pas ses racines aux États-Unis. Parmi les premiers et les plus importants penseurs de ce courant, on trouve, entre de nombreux autres, l'Autrichien Friedrich Hayek (1899-1992). Cet économiste viennois et ses collègues imaginent pendant les années 1930 déjà un monde qui ressemble étrangement à celui d'aujourd'hui. Leur idéal est une économie mondiale totalement ouverte, où les nations peuvent échanger des biens et des services sans entraves. Pour autant, l'État ne doit pas être absent. Au contraire, les néolibéraux critiquent le laisser-faire du libéralisme classique pour avoir négligé le rôle crucial de l'État dans la préservation des conditions institutionnelles considérées comme essentielles au fonctionnement des marchés,

MAIS IL FAUT RÉDUIRE LA TAILLE DE L'ÉTAT AU STRICT MINIMUM. L'ÉCONOMIE-MONDE SERAIT ALORS EFFICIENTE ET CAPABLE DE FOURNIR À LA POPULATION TOUT LE BIEN-ÊTRE NÉCESSAIRE.

comme la propriété privée et la protection des brevets, par exemple. Mais il faut en réduire la taille au strict minimum. L'économie-monde serait ainsi efficiente et capable de fournir à la population tout le bien-être nécessaire.

Pour atteindre ce but suprême, il convient d'écarter tous les obstacles, non seulement les droits de douane mais aussi les revendications des syndicats et autres socialistes dont les actions visant à protéger les ouvriers doivent être réprimées sans faillir.

« C'est la première fois que la vision des économistes dépasse le plan national et s'élargit à une échelle véritablement

planétaire, estime Mary O'Sullivan. En même temps, survient la crise la plus importante de l'histoire du capitalisme : la Grande Dépression. Elle commence avec le krach boursier de 1929 à New York et se poursuit jusqu'à la Seconde Guerre mondiale en touchant au passage le monde entier. L'étude approfondie de cet épisode va jouer un rôle important dans la diffusion du néolibéralisme. »

Très vite, les économistes, en particulier ceux de la nouvelle Société des Nations à Genève, réfléchissent aux origines de cette crise globale. Parmi eux, des néolibéraux de tous horizons. Dans un premier temps, les tentatives

d'explications se focalisent sur des causes se situant à l'intérieur même du système économique, ce qui semble relever du bon sens. Mais un vent nouveau souffle dans le monde économique.

« À partir de la fin des années 1920 et jusque dans les années 1950, on assiste à un remplacement générationnel progressif, explique Mary O'Sullivan. Les libéraux de la « vieille école » sont en fin de carrière ou meurent et de nouveaux intellectuels arrivent au premier plan. »

Le rôle de la Suisse La Suisse joue un rôle important dans cette métamorphose. En 1947, Friedrich Hayek crée en effet la Société du Mont-Pèlerin, baptisée d'après le nom de la localité où se tient la première réunion, située au-dessus de Vevey. Ce groupe très important et toujours existant défend des valeurs libérales, telles que l'économie de marché, la société ouverte et la liberté d'expression. Il compte dans ses rangs les plus grandes figures du néolibéralisme. On y trouve également le Genevois William Rappard, professeur d'histoire économique et recteur de l'Université de Genève ainsi que cofondateur de l'Institut universitaire des hautes études internationales. On y croise aussi Milton Friedman.

Cet économiste américain se fait connaître quelques années plus tard grâce à son livre, *Capitalisme et liberté* (1962), un hymne au libéralisme économique dans lequel il propose une explication alternative de la crise des années 1930. Au lieu de chercher une cause dans le système capitaliste lui-même, il blâme l'action – ou l'inaction – du gouvernement états-unien. Comme le rappelle Mary O'Sullivan dans un article paru en septembre dernier dans le supplément *Geschichte* du *Spiegel*, Milton Friedman affirme que « la Grande Dépression, comme la plupart des autres périodes de chômage élevé, a été causée par la mauvaise gestion du gouvernement plutôt que par l'instabilité inhérente au secteur privé ». Il accuse notamment la Réserve fédérale (la banque centrale des États-Unis, aussi appelée la Fed) d'avoir été « si maladroite dans ses responsabilités monétaires qu'un déclin économique par ailleurs modéré s'est transformé en une catastrophe majeure ». En réalité, pour Mary O'Sullivan, il cherche avant tout à détourner l'attention des autres causes imaginables, inhérentes au capitalisme.

Il n'en reste pas moins que c'est une rupture importante dans la pensée économique. Elle aurait peut-être été oubliée si Milton Friedman n'avait pas insisté un an après avec un deuxième ouvrage, plus important cette fois-ci, écrit avec Anna Schwartz, une spécialiste de l'histoire économique (qui n'a pas été récompensée par le « prix Nobel » d'économie pour ce travail, contrairement à son coauteur). Dans *Une histoire monétaire des États-Unis*, les deux

SELON MILTON FRIEDMAN, DANS LES ANNÉES 1930, LA FED AURAIT DÛ INTERVENIR MAIS SANS EN FAIRE TROP CAR CELA AURAIT POSÉ DES PROBLÈMES ENCORE PLUS GRAVES. LE RAISONNEMENT PARAÎT TORDU.

économistes réaffirment que le capitalisme est intrinsèquement stable mais que ce sont les perturbations dans la relation entre la masse monétaire en circulation et le revenu national qui expliquent les déviations par rapport au fonctionnement normal d'une économie.

« Le fait qu'une baisse de la masse monétaire entraîne une baisse du revenu national est tout sauf évident, fait remarquer Mary O'Sullivan. La cause et l'effet pourraient tout aussi bien être placés dans l'autre sens. » Pour résoudre ce problème, de nombreux économistes de l'époque ont cherché des solutions à l'aide de l'économétrie ou de calculs statistiques et mathématiques, des méthodes de plus en plus en vogue à cette époque. Mais Friedman et Schwartz optent plutôt pour une analyse historique compte tenu de ses atouts pour « reconnaître les circonstances antérieures à l'origine des fluctuations individuelles qui deviennent si anonymes lorsque nous introduisons des statistiques dans l'ordinateur ».

Au final, leur récit de la Grande Dépression est un effort impressionnant pour montrer qu'une série de baisses du stock de monnaie dans l'économie américaine a précipité la diminution du revenu national du pays.

Une analyse contre-factuelle « Friedman et Schwartz dépassent l'analyse historique pour fabriquer une analyse contre-factuelle, une fiction historique, selon laquelle le gouvernement d'alors, et en particulier la Fed, aurait dû injecter beaucoup plus de liquidités dans l'économie afin d'éviter sa dégradation, note Mary O'Sullivan. Milton Friedman se rend toutefois rapidement compte du danger politique de son argument. On pourrait en effet le comprendre comme un soutien indirect à l'interventionnisme de l'État, ce qui est contraire aux principes néolibéraux. C'est pourquoi à la fin des années 1960, il se fend d'un article où il explique que son analyse historique lui a permis de conclure que, dans d'autres cas critiques, les

Illustration du krach boursier de Wall Street à New York en 1929, parue en première page du journal italien « Illustrazione del Popolo ».





Milton Friedman, Prix Nobel et professeur à l'Université de Chicago, sortant du n° 10, Downing Street après une discussion avec la première ministre britannique Margaret Thatcher. Londres, le 2 février 1980.

banques centrales ont surréagi. Selon lui, l'action de la banque centrale est nécessaire mais elle doit rester prudente. »

En résumé, selon Friedman, dans les années 1930, la Fed aurait dû intervenir mais sans en faire trop car cela aurait posé des problèmes encore plus graves.

Le raisonnement paraît objectivement tordu.

« On voit l'influence de sa vision politique dans son analyse économique, relève Mary O'Sullivan. Le problème, c'est que Friedman tente de justifier sa théorie avec des arguments hypothétiques qui sont, par définition, impossibles à prouver, ce qui révèle toute la faiblesse du raisonnement. »

La chercheuse genevoise ne prétend pas pour autant que le travail réalisé par les deux économistes est de mauvaise qualité. Au contraire. L'analyse historique est impressionnante. Mais l'interprétation des auteurs n'est pas la seule possible. « J'en présente d'autres dans mon cours à mes étudiants de bachelor, note Mary O'Sullivan. Il est difficile de prouver que quelque chose est définitivement vrai en économie. Par ailleurs, il n'y a qu'une Grande Dépression. On ne peut pas la comparer à d'autres événements similaires, ou refaire l'expérience pour vérifier les hypothèses. Quoi qu'il en soit, à l'époque, l'interprétation de la crise des années 1930 par Milton et Schwartz finit par accéder au statut d'orthodoxie. »

Curieusement, dans les décennies qui suivent sa publication, le livre de Milton et Schwartz ne fait l'objet d'aucune attaque sérieuse de la part de leurs rivaux les plus influents.

Peu après, le Royaume-Uni en 1968 suivi des États-Unis en 1970 vivent une période économiquement inédite, dite de stagflation. On voit émerger simultanément une forte inflation (augmentation des prix), une croissance faible et une augmentation du taux de chômage. La théorie macroéconomique la plus influente de l'époque – le keynésianisme – ne parvient pas à expliquer la situation de manière satisfaisante. Les monétaristes comme Friedman s'insèrent dans cette brèche, offrant une victoire aux théories néolibérales dont elles profiteront dans les décennies suivantes et jusqu'à aujourd'hui.

Une fiction tenace « Ce qui est ironique, c'est qu'en 2008, la fiction montée par Milton Friedman pour expliquer la Grande Dépression a été réutilisée, bien que détournée, par Ben Bernanke en pleine crise des subprimes, rappelle Mary O'Sullivan. En effet, le président de la Fed de l'époque se sert des idées de son aîné (mort deux ans plus tôt) mais sans écouter ses appels à la prudence pour justifier l'intervention étatique la plus importante dans l'économie depuis la Deuxième Guerre mondiale. Un interventionnisme tout sauf néolibéral a été décidé par des tenants du néolibéralisme et justifié par des arguments néolibéraux. »

L'histoire se répète d'ailleurs avec la crise liée au coronavirus. Ce sont en effet des milliers de milliards de dollars qui ont déjà été versés par les banques centrales dans l'économie. Dans les pas de Ben Bernanke, le chef actuel de la Fed, Jerome Powell, a affirmé que « nous continuerons à ne pas manquer de munitions », signalant que la Fed est prête à prendre toutes les mesures nécessaires pour contenir l'aggravation de la crise économique.

« Les théories et les déclarations de Friedman, Bernanke, Powell et les nombreux économistes qui ont négligé, par ignorance ou à dessein, d'autres arguments, détournent systématiquement notre attention de la possibilité que le capitalisme ait une tendance inhérente à la crise, déplore Mary O'Sullivan. C'est pourtant bien là qu'il faut investiguer. Il existe nombre d'analyses qui suggèrent depuis longtemps que la spéculation sur les bourses et les problèmes des banques ont joué un rôle causal dans le développement de la Grande Dépression. Je pense plutôt que la spéculation et le krach de 1929 sont les événements symboliques. Il est en effet difficile de tisser des liens entre eux et le développement de la profonde crise qui a suivi. Les explications monétaires et financières de la Grande Dépression ne peuvent expliquer, par exemple, l'effondrement rapide et dramatique de l'industrie automobile aux États-Unis à partir de 1929. Il me semble qu'il faut regarder de nouveau les vieux arguments sur le surinvestissement ou la sous-consommation qui n'ont été étudiés que marginalement pendant des décennies. »

DIPLOMATIE CULTURELLE

LE «SOFT POWER» N'EXISTE PAS

DESTINÉE À SOUTENIR **PAR LA PERSUASION PLUTÔT QUE PAR LA FORCE** UN PROJET DE SOCIÉTÉ PRÉTENDANT CONSTITUER UN MODÈLE POUR LE RESTE DE L'HUMANITÉ, LA DIPLOMATIE CULTURELLE ÉTATS-UNIENNE A ÉTÉ, DANS LES FAITS, SUBORDONNÉE AUX OBJECTIFS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE WASHINGTON TOUT AU LONG DU XX^e SIÈCLE.

Même si ses manifestations sont bien plus anciennes, le terme de *soft power* est né à l'automne 1990 sous la plume de Joseph Nye. Sous-secrétaire d'État dans l'administration Carter, puis secrétaire adjoint à la Défense dans celle de Bill Clinton, le professeur d'Harvard entendait par là définir la capacité de persuasion qui, dans la gestion de la chose politique, serait le pendant de la puissance de coercition (le *hard power*) et dont le rayonnement culturel, intellectuel et moral des États-Unis serait le maître-étalon.

Depuis, l'expression est passée dans le langage courant au point d'être utilisée aujourd'hui à tout-va. Dans les médias, elle a ainsi récemment servi pour illustrer les appels du pied du régime chinois aux intellectuels du reste du monde, la dynamique de subversion de l'islam salafiste ayant conduit à la décapitation du professeur d'histoire-géo Samuel Paty ou encore les tentatives des Nations unies pour limiter les effets pervers du développement des géants du numérique sur les pays émergents.

Pourtant, selon Ludovic Tournès, professeur d'histoire contemporaine à la Faculté des lettres et auteur du livre *Américanisation*, ce terme est inopérant. Relevant essentiellement du volontarisme politique, il n'aurait, selon lui, aucune pertinence scientifique pour qui cherche à analyser sérieusement les mécanismes historiques de la diplomatie culturelle. Cela, tout en permettant de masquer une réalité souvent beaucoup plus crue, le *hard power* n'étant dans les faits jamais très loin de son pendant plus *soft*. Illustration en forme de flash-back sur près d'un siècle de politique étrangère américaine.

Jamais soft, toujours hard « Si le modèle états-unien a eu autant de succès, c'est bien en partie du fait de l'attraction qu'a exercée le pays et le rêve américain repose incontestablement sur cette attractivité pour des générations d'immigrantes et d'immigrants, note Ludovic Tournès. Mais en résumant le *soft power* à l'art de convaincre par des idées attractives, Nye passe

sous silence la mécanique coercitive inhérente à tout pouvoir. Cette logique aboutit à éliminer de l'analyse tout un pan du processus par lequel ladite politique étrangère parvient à ses fins. Or, le pouvoir est indissociable de la coercition, quand bien même celle-ci est présentée comme une éventualité de dernier recours. Autrement dit, le pouvoir n'est jamais soft, il est toujours hard, dans la culture comme ailleurs. »

L'analyse de long terme de la diplomatie culturelle montre effectivement que celle-ci a été en permanence subordonnée aux objectifs de politique étrangère générale des gouvernements états-uniens successifs, auxquels elle a servi d'adjuvant.

Le *Committee on Public Information* (CPI) est ainsi créé en 1917, au moment même où les États-Unis décident de rompre avec une longue période d'isolationnisme pour lutter aux côtés de la Triple Entente contre les puissances de l'Axe. À cette fin, plus de 4 millions de soldats sont mobilisés, dont 126 000 trouveront la mort sur les champs de bataille européens. Destiné à expliquer et à justifier l'entrée en guerre auprès de la population américaine, le CPI compte plus de 150 000 personnes dans ses rangs en 1918, lesquelles s'activent tant sur le territoire états-unien qu'à l'étranger en s'appuyant sur la radio, la presse, la photographie et le cinéma. Cette intense propagande s'appuie sur des méthodes qui peuvent s'avérer relativement brutales comme la menace de boycott ou de représailles commerciales lorsqu'il s'agit, par exemple, d'ouvrir les marchés du Vieux-Continent à l'industrie cinématographique états-unienne.

Une décennie après le retour à la paix, le gouvernement intervient à nouveau dans la diplomatie culturelle à travers la *good neighbor policy* promue par Franklin Delano Roosevelt. L'opération, qui passe par le même type de propagande, est cette fois destinée à redorer l'image des États-Unis en Amérique latine, qui a été passablement écornée par de multiples interventions militaires depuis le début du XX^e siècle, que ce soit en Colombie, en République dominicaine (1903), à Cuba (1906-1909),

au Honduras (1909), au Mexique (1914) ou encore au Nicaragua (1910, 1912, 1913, puis de 1922 à 1924 et de 1926 à 1933).

Pouvoir de censure La diplomatie culturelle est à nouveau mobilisée après l'attaque de Pearl Harbour et l'entrée des États-Unis dans le deuxième conflit mondial. Créée en 1942, la station de radio *Voice of America* qui émet en Europe, en Afrique du Nord et en Asie, a pour mission d'expliquer les buts de guerre poursuivis par le gouvernement américain et verra son activité s'intensifier au moment du débarquement en Normandie. Également mis

de politique étrangère et diffuser les productions culturelles américaines. Pour compléter le dispositif, la *Central Intelligence Agency* (CIA), fondée en 1947, se concentre de son côté sur la guerre économique, la subversion et le soutien aux guérillas anticommunistes tout en s'efforçant de donner corps à la politique atlantiste sur le plan intellectuel, culturel et psychologique.

Largement ignorée jusque-là, l'Afrique apparaît dans le collimateur des États-Unis au début des années 1960, lorsqu'une grande partie du continent accède à l'indépendance. Ici encore, le *soft power* n'est jamais très loin de mesures nettement plus abruptes. Le premier est, dans le cas présent, incarné par l'organisation de tournées d'orchestres de jazz dans le but de contrer les critiques portant sur la ségrégation raciale, phénomène qui trouble le discours présentant les États-Unis comme l'archétype de la démocratie. C'est ainsi que Louis Armstrong est missionné par le Département d'État pour sillonner l'Égypte, le Ghana, le Nigeria, le Sénégal, le Mali, le Liberia, le Soudan, la Rhodésie, l'Ouganda et le Congo. Or, il se trouve que, dans ce dernier pays, Washington a pris fait et cause pour le général Mobutu, auteur d'un coup d'État qui suit l'assassinat du premier ministre Patrice Lumumba par le gouvernement sécessionniste katangais après que la CIA eut échoué à le supprimer.

« Si Armstrong lui-même n'est certainement pas informé des manœuvres de la CIA, constate Ludovic Tournès, l'organisation de sa tournée apparaît comme une diversion de la part du Département d'État pour détourner l'attention des événements dans lesquels l'administration Eisenhower, prête à tout pour préserver ses intérêts dans la région, est impliquée. »

Avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, qui entend poursuivre la Guerre froide pour accélérer la chute de l'URSS, la diplomatie culturelle connaît un nouvel essor. Le budget de l'*United States Information Agency* (USIA), créée par le président Dwight Eisenhower en 1953 pour diffuser la « diplomatie publique », croît ainsi de 74% entre 1981 et 1985, tandis que le Congrès accorde 1 milliard de dollars pour la refonte et l'extension des activités de *Voice of America*, ce qui permet à cette dernière de multiplier les émissions en direction de l'est du rideau de fer. Ce travail de sape se poursuit après la chute du mur de Berlin pour atteindre son apogée en 1994 avant de décliner de façon très nette avec l'effondrement du bloc communiste.

« EN RÉSUMANT LE SOFT POWER À L'ART DE CONVAINCRE PAR DES IDÉES ATTRACTIVES, NYE PASSE SOUS SILENCE LA MÉCANIQUE COERCITIVE INHÉRENTE À TOUT POUVOIR. »

sur pied en 1942, le *Bureau of Motion Pictures* qui se sert du cinéma pour « donner vie à l'idée démocratique » dispose également d'un pouvoir de censure déterminant sur la diffusion des films.

Avec le déclenchement de la Guerre froide, les activités touchant à la diplomatie culturelle sont centralisées au sein du Département d'État. Outre la promotion du Plan Marshall, elles vont jouer un rôle important dans la lutte contre le communisme en poursuivant trois objectifs principaux : collecter des informations sur l'état de l'opinion mondiale, faire connaître les États-Unis et leurs objectifs



Il reprend cependant de plus belle au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Alors que le gouvernement américain entame une nouvelle guerre, contre le terrorisme cette fois, Washington cherche à amenuiser la détestation croissante dont les États-Unis sont l'objet dans le monde musulman à la suite des sanctions prises contre l'Irak et des souffrances qui s'ensuivent pour la population locale. À cette fin, les sommes consacrées par le Département d'État au secteur éducatif et culturel triplent entre 2000 et 2010, ce qui permet notamment de relancer les programmes d'échange avec les régions concernées ainsi que les tournées des orchestres de jazz. Suivant un mouvement déjà amorcé par l'administration Obama, l'élection de Donald Trump marque toutefois un nouveau coup d'arrêt pour le soft power. Partisan d'un repli des États-Unis sur eux-mêmes et d'une politique fondée sur la force et l'intimidation, le nouveau président considère en effet la diplomatie culturelle comme inutile. Conséquence : le nombre de postes vacants au

Département d'État n'a jamais été aussi important que sous sa présidence. Entre janvier 2017 et mai 2018, aucun recrutement n'a eu lieu au Département d'État que de nombreux diplomates chevronnés ont par ailleurs quitté. « La diplomatie culturelle a été un vecteur important d'américanisation des États-Unis comme du reste du monde, conclut Ludovic Tournès. Elle a été mise au service de la nécessité de donner une unité culturelle à un pays patchwork et fragile, mais aussi au service de la volonté d'exporter et de justifier un projet de société prétendant constituer un modèle pour le reste de l'humanité. L'indexation de la diplomatie culturelle sur le projet politique états-unien est ici évidente. Et son essor est indissociable de celui du messianisme démocratique entre la Première Guerre mondiale et la fin de la Guerre froide. Ce moment semble toutefois avoir acté la fin de la mission historique qui a été assignée à la diplomatie culturelle et son déclin depuis cette date suggère que les États-Unis ne se considèrent eux-mêmes plus, en ce début de XXI^e siècle, comme un modèle à exporter. »



RELIGION

L'ÉVANGILE DU CHAOS

ENTRÉ EN POLITIQUE DANS LES ANNÉES 1980, LE **MOUVEMENT ÉVANGÉLIQUE** A CONNU UNE MONTÉE EN PUISSANCE SPECTACULAIRE AVEC L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE DONALD TRUMP. UN PRÉSIDENT AUJOURD'HUI BATTU, EN QUI CERTAINS ONT VOULU VOIR UN NOUVEAU MESSIE, ENVOYÉ PAR DIEU POUR SAUVER L'AMÉRIQUE.

« *I hear a sound of victory. The Lord says it is done. The Lord says it is done. For I hear victory, victory, victory, victory in the corridors of heaven, in the corridors of heaven — victory, victory, victory, victory, victory, victory, victory, victory, victory.* »* Les images sont rapidement devenues virales. Au plus fort de la bataille électorale pour les élections présidentielles états-unienne, on y voit Paula White-Cain, principale conseillère spirituelle du président sortant, assurer que Dieu – avec qui elle prétend être en contact direct – donnera la victoire à son poulain. Lequel, on le sait aujourd'hui, a finalement perdu. La séquence pourrait dès lors paraître anecdotique, sauf que Paula White-Cain est loin d'être un cas isolé. À défaut de faire l'unanimité, c'est une des voix les plus écoutées – et les plus exaltées – du mouvement des chrétiens évangéliques, lequel rassemblerait, toutes acceptions confondues, près d'un quart de la population états-unienne et plus de 600 millions d'adeptes à travers le monde.

Une montée en puissance relativement récente – le mouvement aurait connu une croissance d'environ 20 millions de fidèles par année entre 2010 et 2020 –, qui s'appuie sur une vision de plus en plus complotiste et apocalyptique du monde, comme l'explique non sans une pointe d'inquiétude Michel Grandjean, professeur d'histoire du christianisme à la Faculté de théologie.

« *Le mouvement évangélique aux États-Unis est très fragmenté, replace l'historien. Il regroupe 45 000 églises issues d'une quarantaine de courants (baptistes, méthodistes, presbytériens, pentecôtistes...) qui sont loin d'être d'accord sur tout. Parmi eux, les évangéliques dits charismatiques sont ceux qui semblent aujourd'hui les plus influents notamment à cause de leur proximité avec l'administration Trump, pour qui ils ont voté à plus de 80% en 2016. Or, certaines des thèses qu'ils défendent font froid dans le dos, non seulement parce qu'elles échappent à toute rationalité, mais aussi parce qu'elles nourrissent une vision du monde à la fois très sombre et très belliciste.* »

Église de Solid Rock, à Monroe (Ohio). Ouverte en 1992, cette «Megachurch» regroupe aujourd'hui 3000 membres.

Fédérant une large coalition d'électeurs issus de la droite chrétienne, des mouvements catholiques nationalistes ou du protestantisme ultra-conservateur – lesquels sont en majorité Blancs et habitent dans les États traditionnellement républicains de la *Bible Belt* –, le mouvement évangélique a pour postulat de base que la Bible est la parole de Dieu et que tout ce qui y est écrit est par conséquent vrai. Défendre l'idée que les dogmes religieux doivent être soumis à l'enquête scientifique, qu'ils peuvent être critiqués et relativisés, relève dès lors d'un «libéralisme théologique» condamnable.

Traquer Satan Fort pratique, cette position permet de justifier tout à la fois une féroce aversion pour l'avortement, un mépris certain à l'égard des revendications des minorités LGBTIQ+, la primauté de la chrétienté, la défense de la peine de mort ou le rejet de l'islam. Elle rend également incontestable l'idée que la Terre et toutes les espèces qui la peuplent ont été créées telles quelles, sans qu'il n'y ait jamais eu d'évolution, voire que notre planète est plate. Certains leaders évangéliques comme Paula White-Cain ou Lance Wallnau vont cependant beaucoup plus loin. À les écouter, le monde – et les États-Unis en premier lieu – serait aujourd'hui corrompu par la mainmise de forces démoniaques incarnées à l'intérieur du pays par les démocrates, les médias ou Hollywood et à l'étranger par l'Iran. Pour y remédier, la recette est claire :

il faut traquer Satan partout où il se cache car c'est le seul moyen de rétablir l'autorité de Dieu dans tous les domaines de la vie politique et culturelle (les «sept montagnes» que sont aux yeux des évangéliques la religion, la famille, les affaires, les arts, le gouvernement, l'éducation et les médias). Et il faut faire vite, car la fin des temps approche et qu'en ce jour seuls les justes seront sauvés. «L'idée de l'imminence de la fin du monde n'est pas une nouveauté, explique Michel Grandjean. Cette menace était déjà brandie par Thomas Müntzer dans la Westphalie du XVI^e siècle et elle est également présente dans l'idéologie de Daech. Le grand danger de cet argument, c'est qu'il permet de décupler la violence : puisque aucun avenir à long terme n'est envisageable, il faut parer au plus pressé et donc en finir avec le mal en usant de tous les moyens disponibles.»

Pour étayer ce discours apocalyptique, divers «signes annonciateurs» ont été évoqués. Pour certains évangéliques, le déplacement de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem en 2018 – qui a conduit à la reconnaissance de facto de Jérusalem comme la capitale d'Israël – ouvre en effet la porte au retour complet du peuple d'Israël en Terre sainte. Or cet événement apparaît dans la Bible comme l'annonce de la survenue prochaine de la fin des temps.

Il en va de même pour l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani au début de l'année 2020. «L'Iran, c'est la Perse, développe Michel Grandjean. Une des nations qui, selon une interprétation évangélique de la guerre de Gog et Magog, un épisode mentionné dans le livre d'Ezéchiel, fera partie d'une coalition menée par la Russie qui s'attaquera à l'État d'Israël dans les derniers jours avant la fin du monde.»

CELUI QUI SE CONSIDÈRE LUI-MÊME COMME LE «CHOSEN ONE» SERAIT DANS LES FAITS, AUX YEUX DE SES THURIFÉRAIRES, UNE SORTE DE NOUVEAU SAMSON UTILISÉ PAR DIEU POUR DÉTRUIRE SES ENNEMIS ET AFFRONTER LE MAL.

Le Cyrus des temps modernes

Dans ce sombre tableau, Donald Trump, lui, fait figure de sauveur. Le 45^e président des États-Unis, qui a mis sur pied à la Maison-Blanche un Conseil évangélique fort de 35 membres dirigé par Paula White-Cain, a certes pris soin tout au long de son mandat de caresser dans le sens du poil cette frange de son électorat, mais ce n'est pas tout. Celui qui se considère lui-même comme le *chosen one* serait dans les faits, aux yeux de ses thuriféraires, une sorte de nouveau Samson utilisé par Dieu pour détruire ses ennemis et affronter le mal. Lors de

son procès en destitution, il est également devenu Jésus face à Ponce Pilate, tandis que Lance Wallnau s'efforce de populariser l'idée selon laquelle Trump serait le Cyrus des temps modernes, en référence au roi perse qui a affranchi le peuple juif de l'emprise babylonienne au VI^e siècle avant notre ère et qui est à ce titre considéré comme un messie.

Selon l'influent prédicateur, qui a fait frapper des pièces de monnaie à l'effigie des deux hommes que les fidèles peuvent acquérir pour 45 dollars l'unité, Donald Trump serait l'instrument du chaos divin. Un «boulet de démolition» choisi pour briser le statu quo afin de faire advenir une nation conforme aux volontés de Dieu. Tout est dit...

* «J'entends un son de victoire. Le Seigneur dit que c'est fait. Le Seigneur dit que c'est fait. Car j'entends la victoire, la victoire, la victoire, la victoire dans les couloirs du ciel, dans les couloirs du ciel – la victoire, la victoire, la victoire, la victoire, la victoire, la victoire.»



Michel Grandjean

Professeur d'histoire du christianisme
Faculté de théologie

Formation: Licence en histoire générale (1981) et en théologie (1984) à l'UNIGE, diplôme en théologie à l'Université de Cambridge (1985), puis doctorat en théologie à l'UNIGE.

Parcours: Maître d'enseignement et de recherche (1993-1999), puis professeur ordinaire d'histoire du christianisme (dès 1999) à la Faculté de théologie de l'UNIGE. Membre fondateur de la Maison de l'histoire de l'UNIGE, dont il a été le premier directeur (2008).

POLITIQUE

«TRUMP A PERDU MAIS LE TRUMPISME S'INSCRIT DANS LA DURÉE»

CHERCHEUR AU GLOBAL STUDIES INSTITUTE ET DIRECTEUR DU BACCALAURÉAT UNIVERSITAIRE EN RELATIONS INTERNATIONALES (BARI), FRÉDÉRIC ESPOSITO ESTIME QUE **L'ÉLECTION DE JOE BIDEN** N'ENTRAÎNERA PAS FORCÉMENT DE GRANDS BOULEVERSEMENTS DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES.

Contrairement aux allégations du camp républicain, l'élection américaine s'est bien déroulée. Les médias, même ceux qui sont proches du président, ont joué leur rôle de gardiens de la démocratie. Qu'en pensez-vous ?

Frédéric Esposito : Je retiens l'image emblématique de Donald Trump prononçant son allocution depuis la Maison-Blanche le soir de l'élection et des médias lui coupant la parole, estimant ses propos infondés et son utilisation de la symbolique de la Maison-Blanche totalement déplacée en pareilles circonstances. Cette réaction des médias m'a positivement étonné. La même chose pour Twitter, qui a identifié les propos mensongers du président, même si on a beaucoup critiqué cet acte qui aurait renforcé la visibilité du message. Trump a déposé quelque 300 recours. On verra ce qu'il en reste à la fin. Mais cette élection a montré que la démocratie américaine est solide.

Le résultat vous a-t-il surpris ?

Certains s'attendaient à une vague démocrate qui ne s'est pas matérialisée. On a souvent du mal à percevoir les enjeux de politique interne propres aux États-Unis. C'est pour cette raison que peu de personnes de ce côté-ci de l'Atlantique n'avaient vu venir l'élection de Trump en 2016. Avant le Covid-19, le président pouvait tableur sur de bons résultats économiques qui sont l'un des facteurs, si ce n'est le facteur principal, qui motive les Américains lorsqu'ils votent. Sa mauvaise gestion de la pandémie et l'impact de celle-ci sur l'économie lui a certainement coûté sa réélection.

La société américaine apparaît plus divisée que jamais. Quels sont les remèdes à disposition ?

Il faut remettre un contrat social sur la table pour éviter que le fossé ne s'élargisse, surtout dans ce système à deux partis qui exacerbe les divisions.

Même s'il est moins marqué, on retrouve un écart similaire en Europe entre les classes moyenne et ouvrière et des élites perçues comme détachées des préoccupations quotidiennes d'une grande partie de la population...

Le trumpisme s'inscrit dans la durée. Ce n'est pas un feu de paille. Le président brésilien, Jair Bolsonaro, par exemple, est un élève de Trump. Il a très bien saisi l'enjeu électoral que représente le mécontentement de la classe ouvrière. On observe un phénomène similaire en Europe de l'Est avec des dirigeants comme Jaroslaw Kaczynski en Pologne ou Viktor Orbán en Hongrie. En Europe occidentale, les maires des grandes villes sont souvent élu-es sur un socle de gentrification, plutôt que sur la base de véritables revendications sociales. Les politicien-nes se positionnent par rapport à différentes couleurs de pommes, alors que nous avons affaire à des différences entre des pommes, des poires et des cerises. Je veux dire par là que le monde politique peine à appréhender les préoccupations d'une frange de la population, ouvrière de par son statut, mais de plus en plus employée dans le secteur tertiaire, avec des niveaux de protection très affaiblis. Même dans le secteur industriel, une entreprise comme Tesla interdit aujourd'hui les syndicats. Nous sommes donc confrontés à un problème de représentation au sein de la classe politique. C'est ce qui explique aussi que passablement de mouvements citoyens passent aujourd'hui par des formats et des canaux qui dépassent les partis traditionnels. L'environnement en est un parfait exemple. On voit des jeunes bousculer les élites. C'est un indicateur positif en ce qui concerne la mobilisation de la jeunesse mais préoccupant sur la difficulté du monde politique à intégrer de nouvelles revendications.

Vu son profil de politicien à l'écoute de la classe ouvrière, Biden ne pourrait-il pas être l'homme du moment pour atténuer ces divisions ?

Il risque de moins se démarquer de la politique menée par Trump qu'on ne pourrait le penser. Durant sa campagne, il a déclaré vouloir mener une politique étrangère pour la classe moyenne américaine, en connectant enjeux intérieurs et internationaux. Cela montre qu'il a tiré les leçons du trumpisme. Trump s'est fait élire en se présentant comme le champion des défenseurs de la classe moyenne. Bien qu'il soit multimillionnaire, il a réussi à faire croire



REUTERS/TOM BRENNER

qu'il était du côté des « petites gens », notamment en protégeant les emplois aux États-Unis.

A-t-il réussi ?

Il a essayé de revenir sur le déficit commercial avec la Chine, de manière assez simpliste en déclarant une guerre économique. Il a certes protégé des emplois mais le coût de cette politique protectionniste a été très élevé. Les consommateurs américains ont payé plus cher leurs biens de consommation et les entreprises exportatrices ont moins vendu en Chine. Les producteurs de soja aux États-Unis ont ainsi vu leurs exportations vers la Chine diminuer. Trump a compensé cette perte en injectant dans le secteur agricole des subsides aussi élevés que ceux investis dans l'industrie automobile, contribuant à creuser le déficit intérieur. Biden pourrait se montrer plus conciliant avec la Chine, mais le problème reste le même : comment défendre les intérêts américains ? Il va certainement chercher à s'appuyer sur ses alliés en Europe, notamment l'Allemagne qui est un partenaire très important pour la Chine, pour faire pression sur ce pays.

Quel va être l'impact de l'élection de Biden sur le multilatéralisme et les relations avec l'Europe ? Il a déjà donné des signaux assez forts, en indiquant son intention de réintégrer l'Accord de Paris sur le climat et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Pour reprendre une expression en vogue, je ne crois pas tellement au retour du monde d'avant. Ces quatre dernières années, les États-Unis se sont retirés du Conseil des droits de l'homme, de l'OMS, de l'accord sur le climat et du système d'arbitrage de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). À cela s'ajoutent des tensions au sein de l'Union internationale des télécommunications, qui est l'organe chargé de réguler Internet, un secteur stratégique pour les Américains. Biden va certainement se montrer plus conciliant. Mais il dira avec des mots plus polis ce que Trump a dit et fait durant son mandat, qui correspond à une évolution fondamentale de la position des États-Unis sur la scène internationale. Tant que les Américains étaient en position d'hyperpuissance, avec l'Union soviétique en contrepoint, ils se prêtaient volontiers au multilatéralisme. Mais depuis qu'ils sont en concurrence avec la Chine et la Russie, ils privilégient une approche bilatérale. Cette évolution était déjà très nette sous la présidence d'Obama, qui a d'une certaine façon tourné le dos à l'Europe, en mettant l'accent sur les relations avec l'Asie et le Moyen-Orient et en snobant pas mal de sommets européens. Quand il s'était opposé au Brexit, il s'agissait surtout de maintenir un modèle très proche de l'esprit commercial américain, avec la libre circulation des marchandises. Mais, fondamentalement, Obama s'intéressait davantage à l'Asie et au

Moyen-Orient qu'à l'Europe. Trump n'a fait qu'accroître cette tendance de fond et je ne vois pas la politique de Biden s'en démarquer.

Sur un plan plus politique et stratégique, Biden ne va-t-il pas essayer de sauver l'OTAN, mise à mal sous le règne de Trump ?

Là encore, je ne crois pas qu'il se démarquera de ses prédécesseurs. Obama avait déjà mis en place un dispositif pour mieux partager le fardeau de la sécurité mondiale. Il avait demandé à tous ses alliés d'être beaucoup plus proactifs en termes d'investissements et de disponibilité des ressources pour justifier un retrait américain vis-à-vis de l'Europe. Trump a simplement exacerbé ce changement.

AU LIEU DE PROPOSER DES ACCORDS, L'UNION EUROPÉENNE A SURTOUT VOULU TERGIVERSER. RÉSULTAT, LA TURQUIE S'EST DÉTOURNÉE DE L'EUROPE, MÊME SI OFFICIELLEMENT DES NÉGOCIATIONS ONT TOUJOURS COURS.

Quel partenaire stratégique l'Union européenne représente-t-elle pour les États-Unis aujourd'hui ?

L'Europe a manqué deux rendez-vous historiques. Le premier au moment de la chute de l'URSS. Elle n'a pas proposé d'accord stratégique avec la Russie. Elle a fait preuve d'arrogance en cherchant à étendre sa zone d'influence là où la disparition de l'Union soviétique avait laissé un vide, en Europe de l'Est, une politique dont elle n'avait et n'a toujours pas les moyens. Le second rendez-vous manqué

a eu lieu avec la Turquie, au moment où celle-ci a posé sa candidature d'adhésion à l'Union européenne. Au lieu de proposer des accords, elle a surtout voulu tergiverser. Résultat, la Turquie s'est détournée de l'Europe, même si officiellement des négociations ont toujours cours. Une même absence de volonté politique domine encore les relations de l'Union européenne avec les pays du Maghreb, en dépit d'engagements répétés et notamment le projet autour de l'Union pour la Méditerranée qui a pris l'eau. Obama en avait très vite tiré les leçons. Pour ce qui est des relations avec la Russie, l'Europe n'apporte guère d'aide aux États-Unis. Quant à la Turquie, après avoir tourné le dos au Moyen-Orient pendant la plus grande partie du XX^e siècle, elle semble y retrouver aujourd'hui un terrain favorable pour tester sa diplomatie du XXI^e siècle qui est encore à la recherche de ses limites dans un contexte profondément instable, les conflits régionaux lui permettant souvent de se poser en médiatrice. Cette situation n'est pas pour déplaire aux Américains, qui n'intercedent pas en faveur des Européens lorsque le nouveau sultan d'Ankara empiète sur les intérêts de l'Europe en Méditerranée, comme on l'a observé ces derniers mois.

Quel sera l'héritage de Trump ?

Je vois deux éléments sur son testament politique. Le trumpisme, c'est à la fois un retour au protectionnisme américain à un niveau que l'on n'avait plus vu depuis longtemps, illustré par la guerre commerciale avec la Chine. Le second est le retour à un populisme politique, avec une utilisation toute particulière des réseaux sociaux. Est-ce que les tweets présidentiels sont des communiqués officiels ? Comment peut-on lire une politique quand la parole fuse avec une telle rapidité et une telle impulsivité ? On pourrait dire qu'il a modernisé le populisme par ce biais et redéfini les codes de la communication politique, avec aussi un côté très brutal et très patriarcal, qui s'est exprimé à travers son soutien aux milices d'extrême droite. Il a d'une certaine façon libéré la parole, en affichant son mépris pour les institutions et en exacerbant les fractures au sein de la société américaine. Mais son côté impulsif, qui fonctionne bien dans le contexte d'une campagne, a aussi effrayé une partie de l'électorat républicain. En définitive, il n'a jamais été aussi bon qu'en campagne et il avait horreur de la gouvernance au quotidien. Sa façon de gouverner s'en est ressentie et il a montré par là les limites de son projet politique. Cela a eu pour effet une fatigue institutionnelle qui s'est cristallisée avec la pandémie, durant laquelle il a montré son incapacité à gérer une situation de crise.

CINÉMA

LE NOUVEAU WESTERN

DU COW-BOY SOLITAIRE AUX CHEVALIERS JEDI, L'ÉVOLUTION DU WESTERN À TRAVERS LES ÂGES OFFRE UN MIROIR FIDÈLE DES AMBITIONS MAIS AUSSI DES ALÉAS QU'A CONNUS LE PROCESSUS D'AMÉRICANISATION DU MONDE, AINSI QUE DES ÉTATS-UNIS. VOYAGE DANS LES GRANDES PLAINES DE L'OUEST SAUVAGE.

S'il est un mythe américain qui a fait rêver des générations d'enfants et d'adultes, c'est bien celui du western. Au-delà de sa popularité planétaire et de sa vocation première consistant à magnifier les grandes étendues du pays de l'Oncle Sam tout en glorifiant la conquête du territoire vers l'Ouest, l'histoire de ce genre cinématographique éclaire de façon remarquable la complexité et l'aspect non linéaire du processus d'américanisation dans la culture. Bien que ses canons aient été forgés au sein des studios d'Hollywood, le western constitue en effet, à bien des égards, un mythe transnational qui s'est construit en partie hors des frontières américaines.

L'histoire de la mise en récit de l'Ouest commence bien avant l'invention du septième art par les frères Lumière en 1895. Dès le début du XIX^e siècle, la littérature, la peinture, puis le spectacle vivant s'emparent du sujet pour en fixer les codes et la grammaire, fabriquant ainsi un corpus de représentations dans lequel le cinéma n'aura ensuite plus qu'à puiser.

Celles-ci relatent les voyages des pionniers à l'intérieur du territoire des 13 colonies qui forment alors les États-Unis. Des expéditions marquées par le goût de l'aventure et des premiers contacts, souvent difficiles, avec les populations indiennes dont la prétendue sauvagerie est vite mise en opposition avec l'entreprise « civilisatrice » conduite par l'homme blanc.

De Daniel Boone à Buffalo Bill Le premier de ces héros de la frontière se nomme Daniel Boone, dont les aventures sont relatées en 1784 par John Filson, un spéculateur foncier désireux d'attirer du monde pour acheter ses terres. Son ouvrage (*The Discovery, Settlement and Present State of Kentucke*) est traduit en français dès 1785 avant d'être édité en langue allemande en 1790. Ce succès reste pourtant sans commune mesure avec celui qui va devenir le maître du genre, James Fenimore Cooper, dont l'œuvre phare, *Le Dernier des Mobicans* (1826), va jouer un rôle capital dans l'élaboration du mythe de l'Ouest aux États-Unis comme dans le reste du monde, puisque, entre 1824 et 1914, l'ensemble des œuvres de Cooper feront l'objet de 200 traductions.

À peu près au même moment, George Catlin décide de délaisser une prometteuse carrière d'avocat pour se lancer

dans un projet qui vise à documenter l'histoire des Indiens en réalisant des toiles illustrant leur culture et leur mode de vie. Ses œuvres, qu'il rassemble sous le nom d'*Indian Gallery* suscitent davantage d'intérêt en Europe – où elles rencontrent un écho favorable auprès des élites politiques et savantes – que sur le territoire états-unien. Elles serviront cependant de source d'inspiration aux illustrations qui accompagnent les nombreux romans publiés sur l'Ouest à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Parmi ceux-ci, la trilogie consacrée à Winnetou marque dès 1893 un jalon à la fois singulier et incontournable. Loin de plagier Cooper, Karl May, qui reste à ce jour l'auteur le plus lu en Allemagne (ses livres ont été tirés à plus de 100 millions d'exemplaires et traduits dans 28 langues), y raconte les pérégrinations d'un Indien (Winnetou) et de son comparse (un émigré allemand nommé Shatterhand) dans des paysages dont les descriptions renvoient à la littérature romantique allemande et où les protagonistes boivent de la bière en entonnant des chansons allemandes. « Si cette œuvre peut être partiellement interprétée comme une adaptation de la littérature états-unienne en Allemagne, explique Ludovic Tournès, elle est, plus profondément, le produit d'un nationalisme allemand en construction et de l'imagination d'un écrivain qui a complètement germanisé l'Ouest états-unien sans jamais l'avoir connu. »

La figure du cow-boy, quant à elle, s'impose progressivement à partir de 1860, grâce à la très large diffusion des *dime novels*, de courtes histoires publiées en feuilletons qui connaissent un succès populaire immédiat et considérable, contribuant à forger le stéréotype des histoires de l'Ouest où se côtoient des cow-boys solitaires, des aventuriers sans scrupule et des Indiens sanguinaires. Un nouvel archétype qui amorce le formatage de la littérature de l'Ouest sur le patron américain et qui ouvre la voie au succès mondial que va connaître le *Wild West Show* de Buffalo Bill dans les dernières décennies du XIX^e siècle.

Ancien scout de l'armée américaine durant la construction du chemin de fer transcontinental à travers les terres indiennes, William « Buffalo Bill » Cody est promu au rang de célébrité nationale en devenant le héros d'un *dime novel* publié à partir de 1869. Devenu acteur, il profite de sa notoriété pour lancer le *Wild West Show* en 1882. Le spectacle, qui mobilise 700 personnes, 200 chevaux et des dizaines

de bisons permet de toucher un très large public, y compris parmi les gens qui ne savent pas lire ou qui vivent dans des régions où l'écrit est peu diffusé. Et son succès ne se limite pas au seul territoire américain : montré en Europe dès 1887, il sera vu par près de 50 millions de personnes dans plus de 1000 villes et 12 pays en une trentaine d'années.

« *Cody, en businessman avisé, saupoudre habilement le spectacle d'éléments locaux pour mettre le public dans sa poche, inaugurant une pratique de glocalisation qui sera développée plus tard par le cinéma hollywoodien*, note Ludovic Tournès. *Ainsi, lors de sa tournée à Paris, il y inclut « La Marseillaise » jouée par l'orchestre des cow-boys, ainsi que des numéros de trappeurs symbolisant l'influence française au Canada. À partir de 1893, il ajoute aux cavaliers états-uniens des vaqueros mexicains, des gauchos argentins, mais aussi des Cosaques, des Russes, des Arabes, puis des cavaliers français, anglais, allemands. »*

L'heure du cow-boy solitaire Pour Cody et ses semblables, il est cependant temps de céder le pas au cinéma qui va très vite faire du western un de ses sujets de prédilection. Après l'ouverture du bal par *The Great Train Robbery*, projeté en 1903, les films de cow-boys s'imposent rapidement comme le genre le plus demandé par le public, y compris hors des frontières américaines. Et les studios d'Hollywood ne vont guère tarder à mettre les bouchées doubles pour répondre à la demande : entre 1930 et 1955, ce ne sont ainsi pas moins de 2272 westerns qui sont tournés, soit une moyenne de 110 films par an.

« *A priori, l'activité très prosaïque du cow-boy (convoyer des troupeaux d'un lieu à l'autre) n'a rien pour susciter le rêve*, commente Ludovic Tournès. *Et pourtant, l'habileté des réalisateurs d'Hollywood à donner un caractère exceptionnel à ce personnage banal est la clé du succès du western : parce qu'il permet à l'immigrant fraîchement arrivé aux États-Unis de s'identifier à ce « common man » qui est une figure clé de la société américaine et parce qu'il présente une aventure exceptionnelle qui permet au public étranger de se transporter dans ce pays le temps d'une projection en salle obscure. »*

Dans l'immense majorité des productions de l'époque, la personnalité attribuée à ces héros d'un nouveau type contribue en effet largement au succès du genre. Blanc, viril, endurant, ne craignant ni l'action ni le danger tout en demeurant un bon chrétien, le cow-boy est l'archétype de l'Américain modèle.

Pour le spectateur, l'autre source d'émerveillement provient des paysages époustouflants et totalement nouveaux. Pour une immense majorité du public (y compris aux États-Unis), ces films offrent en effet la première occasion de prendre contact avec cette nature grandiose.

Stagecoach (1939), le film de John Ford qui fait de John Wayne une star, est ainsi tourné, comme bien d'autres

à sa suite, dans le décor époustouflant de Monument Valley. « *La représentation cinématographique de ces hommes qui traversent le désert affirme la capacité des Américains à maîtriser la nature, contribuant à alimenter l'idée qu'aux États-Unis, tout est possible* », note Ludovic Tournès. L'univers du western est par ailleurs saturé de références historiques qui contribuent à édifier l'épopée vers l'Ouest au rang de légende.

Le crépuscule du vacher La machine commence toutefois à se gripper dans les années 1960. Le succès international du western dans sa version classique décline lentement mais sûrement. Pour rebondir, il s'agit de trouver de nouvelles sources d'inspiration. Elles viendront d'Europe mais aussi du Japon.

Sur le Vieux-Continent, c'est en Italie que le flambeau se rallume avec le plus de vivacité sous l'impulsion de ce qu'on appelle le « western spaghetti ». Pour une poignée de dollars, le premier long-métrage de Sergio Leone, sorti en 1964, connaît un succès retentissant au point d'être racheté par des producteurs américains en 1967. Il en ira de même de ses deux films suivants (*Et pour quelques dollars de plus*, *Le Bon, la brute et le truand*) également très appréciés aux États-Unis.

Coproductions germano-italo-espagnoles, ces films tournés entre Cinecittà et le désert de Tabernas, dans le sud de l'Espagne donnent un sacré coup de fouet au western façon John Wayne. Ne visant pas à glorifier la geste épique du cow-boy ni à légitimer le règne de la loi contre la violence anarchique, ils sont également dénués de références historiques. La figure centrale n'y est plus le convoyeur de bétail mais le tueur professionnel qui apparaît souvent sale, suant et mal rasé.

Ces films recèlent en revanche de nombreuses innovations stylistiques comme l'usage de longues séquences en gros plans, le recours à une musique plus obsédante que triomphaliste, ainsi qu'une atmosphère générale sombre et nihiliste.

Leur succès durera une bonne décennie avant que le filon ne s'épuise de lui-même devant la baisse de la qualité des nouvelles productions. Entre-temps, l'empire hollywoodien aura eu le temps d'organiser la contre-attaque s'engouffrant dans la voie du « western crépusculaire ». Les prémices en sont visibles dès 1964 dans le *Cheyenne*

Affiche de 1910 pour le « Buffalo Bill Cody's Wild West Show » annonçant la dernière apparition du colonel Cody en selle. En une trentaine d'années, ce spectacle a été vu par près de 50 millions de personnes.

« LA REPRÉSENTATION CINÉMATOGRAPHIQUE DE CES HOMMES QUI TRAVERSENT LE DÉSERT AFFIRME LA CAPACITÉ DES AMÉRICAINS À MAÎTRISER LA NATURE, CONTRIBUANT À ALIMENTER L'IDÉE QU'ÀUX ÉTATS-UNIS TOUT EST POSSIBLE. »



"THE FAREWELL SHOT"
POSITIVELY THE LAST APPEARANCE
OF
COL. W. F. CODY, (IN THE SADDLE)
"BUFFALO BILL"



ALAMY

autumn de l'immense John Ford qui dénonce avec ce film le racisme et la politique du gouvernement fédéral après les guerres indiennes, thématiques que l'on retrouvera par exemple dans *Little Big Man* (1970) ou *Dance with Wolves* (1990). Le changement de ton se confirme en 1968 avec l'explicite *Pendez-les haut et court* de Ted Post, puis l'année suivante avec *La Horde sauvage* (Sam Peckinpah), dans lequel les innocents meurent comme les coupables dans une atmosphère de violence omniprésente qui n'est pas sans rappeler ce qui se passe au même moment au Vietnam. On en retrouve également trace dans le récent *The Revenant*, du multi-oscarisé Alejandro González Iñárritu.

Mais cette mutation, c'est sans doute Clint Eastwood qui l'incarnera le mieux une fois passé derrière la caméra. Acteur fétiche de Sergio Leone, il opère en effet une synthèse pleinement maîtrisée du western classique et du western crépusculaire dans *L'Homme des hautes plaines* (1973), *Bronco Billy* (1980) ou encore *Impitoyable* (1992). Autant de films dans lesquels la beauté des paysages de l'Ouest est contrebalancée par la noirceur de l'histoire et l'ambivalence du personnage principal, qui incarne tout sauf un héros positif.

« Ce sont ces transformations qui ont permis au western de prendre définitivement racine dans le paysage culturel mondial, et pas seulement en tant que produit « américain », note Ludovic Tournès. Une dynamique transnationale qui n'est

d'ailleurs pas propre au mythe de l'Ouest mais qui s'applique à l'ensemble de la configuration culturelle états-unienne. »

Les mercenaires du Soleil-Levant Du côté du Japon, c'est l'œuvre d'Akira Kurosawa qui tient lieu de boîte à idées. Fortement marqué par les films de John Ford – influence dont il ne s'est jamais caché – le cinéaste nippon signe à partir du début des années 1950 une série de longs-métrages appartenant au genre *jidaigeki*, terme qui désigne un genre de film historique se déroulant dans le Japon féodal d'avant l'ère Meiji : *Rashomon* (1952), *Les Sept Samouraïs* (1954), *La Forteresse cachée* (1957), *Le Château de l'araignée* (1957), *Yojimbo* (1961) ou *Sanjuro* (1962). Ces films, qui font la part belle aux combats de sabres entre samouraïs, tirent leurs codes visuels et narratifs de la tradition japonaise du théâtre kabuki, tout en empruntant dès l'entre-deux-guerres des références au cinéma hollywoodien. Kurosawa y démontre cependant une patte très personnelle.

Celle-ci se manifeste notamment dans son traitement de la nature et du paysage avec lesquels les personnages de Kurosawa entretiennent une relation fusionnelle. Lorsque dans *Les Sept Samouraïs*, les personnages se promènent dans la forêt, ils semblent en effet se confondre avec les arbres. On est donc ici davantage dans le registre de la communion que de la maîtrise, comme chez Ford, dont les héros sont des conquérants. Le cinéaste japonais transforme également la confrontation entre l'étranger et les autochtones

Images tirées du film « The Magnificent Seven » (John Sturges, 1960) à gauche et des « Sept Samouraïs » (Kira Kurosawa, 1954) à droite.



– caractéristique du western – en confrontation entre les castes de la société japonaise (samourais et paysans). Tandis que les cow-boys d'Hollywood luttent pour faire triompher le bien sur le mal, et gagnent en général à la fin, les samourais de Kurosawa sont des mercenaires en rupture de ban qui se battent pour ne pas mourir de faim.

L'influence du maître japonais sur le travail de Sergio Leone est manifeste, *Pour une poignée de dollars* constituant une adaptation presque scène pour scène de *Yojimbo*. Elle est tout aussi évidente dans le travail de John Sturges qui réalise *The Magnificent Seven* en 1960. Ce film appelé à devenir un classique du genre (en 2017, c'est le deuxième film le plus diffusé sur les chaînes de TV américaines) a en effet été mis en chantier en raison du succès rencontré sur le marché états-unien des *Sept Samourais*, dont Sturges transpose l'intrigue dans un village de la frontière mexicaine à la fin du XIX^e siècle.

La dette du Jedi L'empreinte de Kurosawa est en outre très nette chez les cinéastes qui incarnent le « nouvel Hollywood », à commencer par George Lucas. À bien des égards, *Star Wars*, série qui deviendra l'un des plus grands succès mondiaux de l'histoire du cinéma, peut en effet être appréhendé comme une transposition de l'univers de Kurosawa dans le monde futuriste de la science-fiction. On y voit notamment des chevaliers Jedi (référence on ne peut plus explicite au *jidaigeki*) manier le sabre laser dans

des chorégraphies très proches de celles de *La Forteresse cachée*, tandis que le casque de Dark Vador et les vêtements de ces samourais intergalactiques sont facilement rattachables à la tradition médiévale japonaise.

L'analogie peut être poussée jusqu'aux personnages proposés par Lucas. La princesse Leia possède ainsi un certain nombre de traits en commun avec son homologue Yuki, également présente dans *La Forteresse cachée*. Hanbei, le chef des sept samourais est, de son côté, un homme vieillissant marqué par de nombreux échecs qui n'est pas sans rappeler l'Obiwan Kenobi du premier volet de la saga stellaire, lequel vit retiré sur une planète lointaine après avoir échoué à protéger l'ordre des Jedi de la menace impériale. Son acolyte Katushiro est, lui, présenté comme un débutant ne maîtrisant pas l'art du combat, ce qui est également le cas du jeune Skywalker dans le premier opus de la série. Enfin, Kikushiyo est doté d'une roublardise qui n'a rien à envier à celle du chasseur de primes Han Solo...

Conscient de ce que son succès doit à Kurosawa, Lucas honorera d'ailleurs sa dette esthétique en 1978. Alors que Kurosawa connaît des difficultés à financer ses projets, le réalisateur américain (soutenu par Francis Ford Coppola) parvient à convaincre la 20th Century Fox de soutenir *Kagemusha* (1980), nouveau film de samourais du maître japonais, qui obtient la Palme d'or au Festival de Cannes et permet au réalisateur de relancer sa carrière. C'est ce qu'on appelle un *Happy end*...